

**GAZA**

L'évacuation des colonies est presque terminée; place aux bulldozers

Page B 1



**AUTOMOBILE**

Petite révolution dans le monde de la voiture d'occasion

Pages B 5 à B 8

www.ledavoir.com

# LE DEVOIR

VOL. XCVI N° 189

LE LUNDI 22 AOÛT 2005

87c + TAXES = 1\$

## Benoît XVI passe l'examen avec succès



PIER PAOLO CITTO REUTERS

**PLUS D'UN MILLION DE JEUNES** ont assisté hier à la messe célébrée en plein air à Marienfeld, près de Cologne, par Benoît XVI qui effectuait, dans son Allemagne natale, son premier déplacement à l'étranger depuis son élection à la tête de l'Église catholique. Le pape a donné rendez-vous aux pèlerins en 2008 à Sydney pour les prochaines Journées mondiales de la jeunesse, avant de repartir pour Rome en début de soirée. Au cours de son homélie sous un épais manteau nuageux et une température frisquette pour la saison, le pape a dénoncé le «boom du religieux», transformant la religion en «produit de consommation» où chacun prend ce qui lui plaît. Devant les jeunes, Benoît XVI n'a cependant pas fait preuve de la même aisance que Jean-Paul II. Pour autant, les jeunes ne l'ont pas boudé. L'affluence n'a pas pâti de sa réputation de conservatisme. Nos informations en page B 10.



REUTERS

Les chefs du Bloc québécois, du Parti conservateur et du Nouveau Parti démocratique, Gilles Duceppe, Stephen Harper et Jack Layton.

## Layton lâche Martin

Le NPD n'écarte pas l'idée d'une alliance avec le Bloc ou le PC

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — À un mois de la rentrée parlementaire à Ottawa et au moment où les libéraux fédéraux prennent le chemin de Regina pour un caucus préparatoire de trois jours, le premier ministre Paul Martin se retrouve de nouveau isolé à la Chambre des communes, exactement comme à pareille date l'année dernière. Il devra de nouveau jauger ses appuis au cas par cas et naviguer à vue, alors que le chef du NPD, Jack Layton, a confirmé lors d'un entretien avec *Le Devoir* qu'il lâchait les libéraux.

Fin l'alliance PLC-NPD conclue le printemps dernier dans la foulée d'un ajout au budget et de l'instabilité à la Chambre des communes. Le budget ayant reçu la sanction royale cet été, Jack Layton tient parole et

VOIR PAGE A 8: LAYTON

### Rentrée scolaire

## Grèves en cascade

Les employés de soutien des cégeps du Québec lancent aujourd'hui une série de grèves dans le secteur public, qui suivront le calendrier de rentrée des différents établissements. C'est la semaine prochaine que les principaux cégeps et écoles de la métropole seront touchés. Les syndicats regroupés en un front commun FTQ-CSN considèrent «insultante» l'offre inflexible de Québec. Leur convention est échue depuis 2003. Le ministre Jean-Marc Fournier appelle les enseignants à franchir les lignes de piquetage et répète que le portefeuille du gouvernement est vide.



Jean-Marc Fournier

■ Lire nos informations en page A 3

## Jean-François Fillion sévira sur Internet

L'animateur-producteur créera sur la Toile le premier service de radio payant au Québec

Au beau milieu de poursuites et de scandales qui entachent toujours son nom, l'animateur Jean-François Fillion prépare son retour au microphone dans un monde parallèle. Pas question de retourner à CHOI, pas question de prendre l'autoroute 40 pour aller rejoindre le roi Arthur à Donnacona, Jean-François Fillion prépare plutôt son retour en grand, sur le réseau Internet.



Jeff Fillion: à l'abri du CRTC

BRUNO GUGLIELMINETTI

L'animateur de Québec n'a jamais caché son intérêt pour le monde d'Internet. D'ailleurs, il déclare: «Moi, je suis un maniaque de tout ce qu'il y a comme nouveaux gadgets. J'ai toujours été un maniaque d'Internet. Je suis toujours branché.» L'animateur, aujourd'hui devenu producteur, a décidé de profiter de sa nouvelle notoriété pour offrir le premier service de radio payant au Québec: «Je veux sauter là-dedans à pieds joints avant que tout le monde embarque dedans. Je crois qu'il faut s'implanter en premier, il faut faire son nom et il faut faire sa place tout de suite, parce que, dans quatre ou cinq ans, il sera déjà trop tard.»

Le marché est prêt, et la technologie est là. Jean-François Fillion affirme: «Il y a trois ans, on n'était pas

capable d'avoir plus de mille personnes sur un serveur pour nous écouter avec une qualité moyenne. Aujourd'hui, on peut avoir 50 000 personnes à des coûts de 50 ¢ l'utilisateur avec une qualité CD ou à peu près. Ça donne d'énormes possibilités pour le futur.»

Ses plus fidèles auditeurs ne seront donc pas surpris d'apprendre la mise en chantier de son grand projet de radio sur Internet. Un service de radio payant qui offrira un bouquet d'une douzaine de stations audio avec, en plus, quelques personnalités radiophoniques pour agrémente l'offre. Une offre qui, selon Fillion, poussera les internautes québécois à déboursier jusqu'à 5,99 \$ par mois pour avoir accès à cette programmation exclusive en direct sur Internet ou en différé.

VOIR PAGE A 8: FILLION

### L'ENTREVUE

## À tour de rôles

Rita Lafontaine fait partie de ces interprètes que le temps n'abîme pas. Révélée par André Brassard et par le théâtre de Tremblay en 1968, elle n'a cessé d'être active sur scène, ainsi qu'au petit écran et au cinéma. En janvier dernier, *La Tribune* de Sherbrooke lui attribuait le «Mérite estrien» pour la création d'un centre des arts qui porte son nom à Saint-Joseph-de-Ham-Sud.



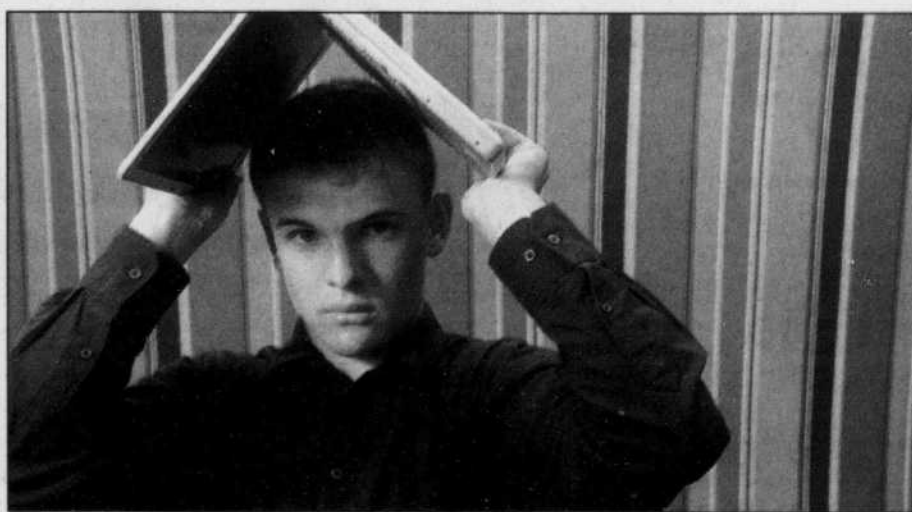
Rita Lafontaine

SOLANGE LÉVESQUE

Entre le personnage d'une jeune fille dans *Les Belles-Sœurs* (1968) et celui de la mère de l'auteur dans *Encore une fois, si vous permettez* (1998), de Michel Tremblay; entre le film *Le soleil se lève en retard* (1969), où elle interprète une bouleversante trentenaire qui rencontre l'amour grâce à une petite annonce, et *La Grande Séduction* (2003), où elle compose avec Clémence DesRochers une paire

VOIR PAGE A 8: LAFONTAINE

## LES ENFANTS DU CYBERESPACE (2)



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Seulement le quart des enseignants utilisent régulièrement les technologies de l'information et des communications pour faciliter l'apprentissage de leurs élèves. L'essentiel du travail d'accompagnement et de formation des professeurs reste à faire.

## L'école débranchée

Les ados ont vu le jour en même temps que le cyberspace et ont grandi avec lui. Cette génération est sans contredit la plus branchée: 89 % des 12-17 ans utilisent Internet régulièrement et 99 % y ont recours occasionnellement. *Le Devoir* poursuit aujourd'hui sa série sur cet univers, qui se terminera demain. Aujourd'hui: l'école.

CLAIRANDRÉE CAUCHY

L'école est le plus souvent à la remorque de la maison, voire carrément absente du train, en ce qui concerne l'utilisation d'Internet. Ordinateurs désuets, manque de formation des enseignants, résistance au changement, quelles que soient les raisons, un fait demeure: le recours à la Toile et à ses dérivés, comme les outils de clavardage ou le cour-

riel, est encore loin d'être intégré à l'enseignement. Seulement le quart des enseignants utilisent régulièrement les technologies de l'information et des communications (TIC) pour faciliter l'apprentissage de leurs élèves, selon une étude réalisée en 2004. Ces derniers sont surtout concentrés au primaire, où l'organisation scolaire et la présence plus fréquente d'ordinateurs en classe facilitent l'utilisation.

VOIR PAGE A 5: ÉCOLE

### INDEX

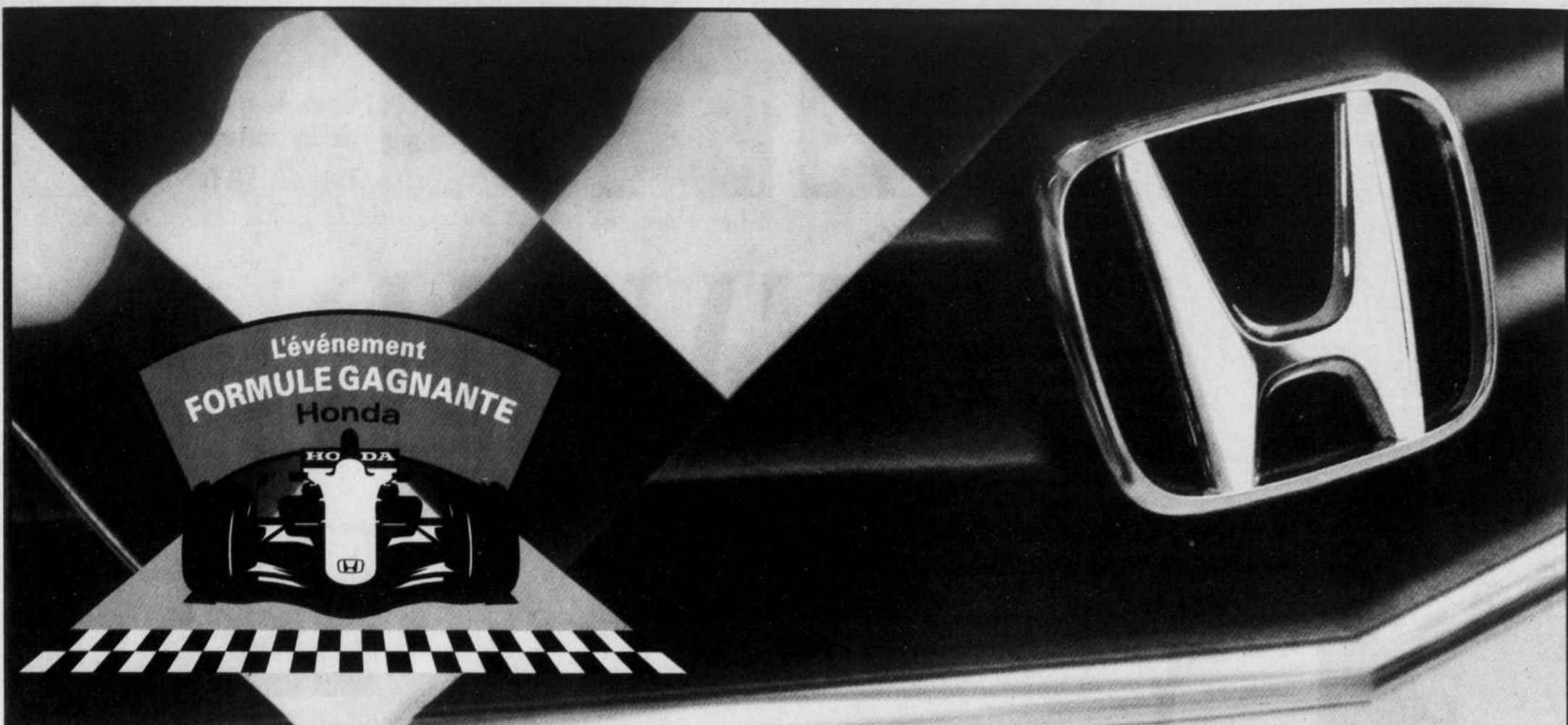
Annonces	B 9	Idées	A 7
Avis publics	B 2	Météo	B 2
Convergence	B 11	Monde	B 1
Culture	B 12	Mots croisés	B 2
Décès	B 9	Religions	B 10
Économie	B 4	Sports	B 9
Éditorial	A 6	Télévision	B 11



**BQ BIBLIOTHÈQUE QUÉBÉCOISE**  
www.livres-bq.com

Martine Desjardins <i>Le cercle de Clara</i> 208 pages • 8,95 \$	Alain Grandbois <i>Né à Québec</i> 232 pages • 8,95 \$
Lionel Groux <i>Les rapplages</i> 136 pages • 7,95 \$	Rodolphe Girard <i>Nouveaux contes de chez-nous</i> 200 pages • 8,95 \$

En vente dans toutes les bonnes librairies



L'événement  
**FORMULE GAGNANTE**  
Honda



En location et à l'achat d'un CR-V 2005

Obtenez une  
carte-cadeau de  
**500 \$**  
d'essence<sup>†</sup>

**CR-V LX 2005**

Prix de location

**288 \$\***

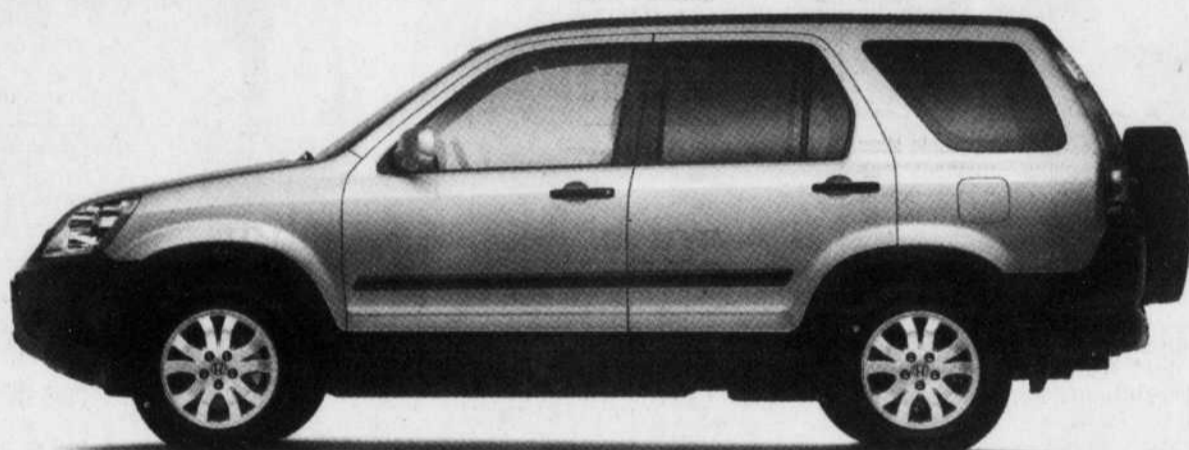
par mois/48 mois

**0 \$**

dépôt de sécurité

Incluant  
**96 000 km • Option 0 \$  
comptant disponible**

Transport et préparation inclus en location seulement



CR-V EX  
illustré

**Odyssey LX 2005**

Prix de location

**338 \$\***

par mois/48 mois

**0 \$**

dépôt de sécurité

Incluant  
**96 000 km • Option 0 \$  
comptant disponible**

Transport et préparation inclus en location seulement



Odyssey EX-L  
illustrée

Véhicule utilitaire de l'année - AJAC

**Pilot LX 2005**

Prix de location

**399 \$\***

par mois/48 mois

**0 \$**

dépôt de sécurité

Incluant  
**96 000 km • Option 0 \$  
comptant disponible**

Transport et préparation inclus en location seulement



Pilot LX  
illustré

Découvrez le nouveau  
**Ridgeline 2006**



Ridgeline EX  
illustré

À partir de

**34 800 \$\*\***

**OUI, ON A FAIT  
LE PLEIN**

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

**L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC**



**HONDA**

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE [www.honda.ca](http://www.honda.ca) OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

\*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Ces offres portent sur les véhicules neufs 2005 mentionnés ci-après. Période de location 48 mois. Première mensualité exigible. Pour chaque véhicule, sont identifiés : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant total au terme de la location. CR-V LX (modèle RD7755E) : a) 288 \$, b) 5 216 \$, c) 19 040 \$; Odyssey LX (modèle RL3825E) : a) 338 \$, b) 7 259 \$, c) 23 483 \$; Pilot LX (modèle YF1815E) : a) 399 \$, b) 4 943 \$, c) 24 095 \$. Programme 0 \$ comptant également offert. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photos à titre indicatif. \*\*P.D.S.F. sur les Ridgeline LX (modèle YK1646E) neufs. Transport, préparation, frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Offre d'une durée limitée. Photo à titre indicatif. †Offre sujette à changement sans préavis par le manufacturier. La carte-cadeau d'essence ne peut être jumelée à aucune autre offre.

# POLITIQUE

Grèves en cascade dans l'éducation

## Le ministre Fournier invite les enseignants à franchir les piquets de grève

Quelque 73 000 élèves sont touchés par les débrayages dès aujourd'hui

FRÉDÉRIQUE DOYON

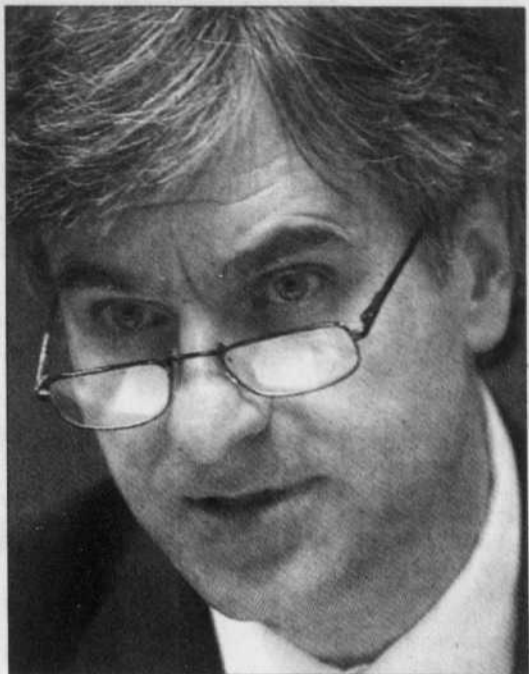
La chaude rentrée annoncée dans le secteur public commence aujourd'hui. Les élèves des 20 cégeps du Québec qui inaugurent l'année en ce 22 août se buteront à des lignes de piquetage, alors que les employés de soutien dont les syndicats sont affiliés à la CSN débraient pour une période de 24 h. Cette manœuvre est la première d'une série de grèves dans les écoles, les collèges et les organismes gouvernementaux, dont les modalités ont été précisées hier par le front commun FTQ-CSN.

Les centrales syndicales ont choisi de suivre les calendriers de la rentrée de leurs membres pour maximiser le mandat de grève de deux (CSN) ou trois (FTQ) jours dont elles disposent. Les débrayages se feront donc en cascade entre le 22 août et le 6 septembre. Onze autres cégeps, dont les principaux de Montréal (Vieux-Montréal, Saint-Laurent, Maisonneuve, Marie-Victorin, Rosemont), se joindront au mouvement le lundi 29 août. En tout, quelque 73 000 élèves seront touchés.

Les syndiqués des 32 commissions scolaires optent majoritairement pour des demi-journées de grève, le matin. Celle de la Commission scolaire de Montréal se tiendra le mardi 30 août. Le 1<sup>er</sup> septembre, ce sera au tour des employés de cinq organismes gouvernementaux, notamment du Palais des congrès et de la Régie des installations olympiques, de débrayer pendant 24h.

«On continue les négociations, mais les travailleurs sont en droit de mettre un peu de pression sur le gouvernement afin qu'il accouche d'une meilleure proposition salariale», a fait valoir en conférence de presse Michel Murray, coordonnateur à la mobilisation pour la FTQ, qui met en doute la volonté de Québec de négocier, comparant ses méthodes à celles de «voleurs de sacoches».

La proposition à laquelle s'en tiennent strictement le premier ministre Jean Charest et la présidente du Conseil du trésor Monique Jérôme-Forget prévoit une augmentation salariale de 12,6 % en six ans, y compris le règlement de l'équité salariale, offre jugée «insultante» par le porte-parole de la FTQ puisqu'elle ne suit



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Si [les professeurs] ne sont pas sur les piquets de grève, ils sont dans les classes», a affirmé le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier.

même pas la hausse du coût de la vie. «Dans les commissions scolaires et dans les cégeps, le salaire moyen d'un employé de soutien est de 29 000 \$, a-t-il souligné. Une secrétaire d'école commence à 15 \$/h. Et environ 55 % de nos gens sont à statut précaire.» Les syndicats réclament pour leur part une hausse salariale de 12,5 % en trois ans sans compter l'équité salariale.

Près de 35 000 employés — secrétaires, concierges, techniciens de laboratoire et membres des services de garde — participent à ce «premier coup de semence», a prévenu Ginette Guérin, prési-

dente de la Fédération des employées et employés de services publics, brandissant la menace de nouvelles journées de grève, notamment à la fin septembre, si les négociations n'avancent pas. «On va faire en sorte que [les 20 cégeps] soient fermés [demain], a-t-elle déclaré, soulignant avoir eu l'assurance que les enseignants et les étudiants allaient respecter les lignes de piquetage. La principale organisation syndicale représentant les professeurs a exprimé sa solidarité envers les employés de soutien par voie de communiqué hier.

### Réponses et réactions

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport a d'ailleurs invité les enseignants à franchir les piquets de grève à l'occasion d'un point de presse hier. «Si [les professeurs] ne sont pas sur les piquets de grève, ils sont dans les classes», a affirmé M. Jean-Marc Fournier. C'est à la table que ça se passe, les négociations. J'espère que les services seront maintenus.» Toutefois, «le porte-monnaie est vide», a-t-il répété avec insistance, tout en témoignant de la «bonne foi» du gouvernement à négocier.

La Fédération des cégeps qui fait partie du Comité patronal de négociation des collèges, déplore les conséquences de ce premier débrayage de 24h. «La rentrée est un moment important, en particulier pour les jeunes qui arrivent du secondaire. Perturber cette journée et compromettre le début des cours affectent en tout premier lieu nos étudiants et nos étudiants», a indiqué M. Gaëtan Boucher, président-directeur général de la Fédération des cégeps.

Invité à réagir aux propos de M. Charest qui accusait les syndicats de prendre en otages les enfants et les parents, le porte-parole de la FTQ et de la CSN ont rappelé que cette prise d'otages avait commencé quand les conventions ont échoué il y a deux ans. «On ne retient personne à la maison, on n'embarque personne, on exerce un droit reconnu par le Code du travail après deux ans de patience et de tolérance», a dit Mme Guérin. Les négociations des tables sectorielles reprennent cette semaine.

Le Devoir



Chantal Hébert

## Été libéral, automne électoral?

Si les souvenirs de la crise des commandites n'étaient pas si frais dans les mémoires, on serait tenté de conclure au mirage. Pousés dans leurs derniers retranchements au pire moment du scandale des commandites le printemps dernier, les libéraux de Paul Martin terminent l'été comme si de rien n'était, au seul d'une éventuelle majorité aux prochaines élections.

Tous les sondages concordent: le PLC est le parti fédéral qui a connu le meilleur été. Continuant sur sa lancée de la fin-juin, sa cote est la seule à avoir augmenté. La domination libérale de l'Ontario et de la région atlantique ne se dément pas. Les actions du parti sont en hausse en Colombie-Britannique.

**Le Bloc va devoir ramer plus fort cet automne pour garder sa belle place dans les intentions de vote**

Au Québec, le parti a rebondi pour rejoindre son niveau plancher traditionnel. Si le scandale des commandites est encore dans l'air, il ne constitue plus nécessairement le mètre étalon en fonction duquel sont mesurés et surtout diminués tous les faits et gestes du gouvernement Martin. La chance ne se commande pas. Les crises qui ont dominé l'actualité estivale étaient taillées sur mesure pour avantager les libéraux. Le suivi des attentats de Londres n'est pas susceptible de provoquer de grands clivages politiques au Canada, mais c'est le type d'événement qui alimente l'appétit de stabilité. Les derniers rebondissements du conflit sur le bois d'œuvre jouent sur les forces du PLC. Pour la première fois depuis 1988, son opposition initiale au traité canado-américain de libre-échange reprend des allures de scepticisme de bon aloi.

Privé du pain quotidien des commandites, le Bloc québécois vit de nouveau à la petite semaine. Décollée du plafond des sondages, la formation va devoir ramer plus fort cet automne pour garder sa belle place dans les intentions de vote. La base militante souverainiste est mobilisée par la course à la direction du PQ. La faiblesse chronique du Parti conservateur au Québec force le Bloc à abandonner l'espoir de voir le vote fédéraliste se diviser à la faveur d'une crise de confiance à l'égard des libéraux. L'affaire Michaëlle Jean et ses retombées négatives sur les relations entre le mouvement souverainiste et les communautés culturelles ne l'aidera pas à faire basculer dans son camp les bastions libéraux montréalais qu'il a ciblés en vue des prochaines élections.

De tous les chefs, aucun n'a passé autant de temps sur la route à couriser l'électorat que Stephen Harper. Si le chef conservateur n'est pas au bord de l'indigestion de hamburgers, c'est qu'il a l'estomac solide. Mais la stratégie a eu plus d'impact sur le tour de taille de M. Harper que sur la position de son parti dans les intentions de vote.

Le Parti conservateur ne décolle toujours pas en Ontario; il recule en Colombie-Britannique. Tout indique tout de même que ses militants se sont résignés à faire la prochaine campagne avec M. Harper à leur tête. Sans solution de rechange évidente sous la main, les conservateurs n'ont pas vraiment d'autre choix. Plusieurs se disent que tant qu'à perdre les élections, aussi bien finir d'user un chef qui ne réussit pas à s'imposer. Et si les libéraux en profitaient pour regagner une majorité, nombreux sont les membres de son aile progressiste qui verraient dans cette déconfiture d'un ténor de l'aile alliée de la nouvelle formation une belle occasion de revenir aux affaires.

Ceci expliquant cela, une des meilleures nouvelles que Stephen Harper ait eues cet été est venue de... Paul Martin. Parmi les sénateurs nommés au début du mois, on retrouve Hugh Segal et Andrée Champagne. Cet ancien chef de cabinet des premiers ministres Brian Mulroney et William Davis et cette ancienne députée conservatrice du Québec, identifiées à l'aile progressiste de l'ex-parti conservateur du même nom, se sont joints au caucus de M. Harper sans faire de manières.

C'est grâce au NPD que le gouvernement libéral a réussi à passer à travers le pire printemps de son histoire récente au Parlement. L'appui de Jack Layton avait largement fait la différence dans l'épreuve de force qui avait opposé le gouvernement minoritaire à l'opposition conservatrice et bloquiste. Mais c'est aux libéraux que semblent profiter les mesures populaires du prétendu budget néo-démocrate. Comme ses prédécesseurs avant lui, M. Layton accumule les succès d'estime pendant que les libéraux engrangent des votes.

En principe, le dépôt du premier rapport de la commission Gomery au début novembre est suspendu comme une épée de Damoclès au-dessus de la vie du gouvernement minoritaire. Ce rapport, qui portera sur les faits du scandale, est bien plus susceptible de remettre le feu aux poudres dans l'opinion publique que celui du 15 décembre qui doit signaler, selon le scénario libéral, le début du décompte de 30 jours avant le déclenchement d'une nouvelle campagne fédérale. Il se concentrera exclusivement sur les recommandations de la commission pour l'avenir.

Mais déjà le chef conservateur a fait savoir qu'il ne monterait plus aux barricades d'un vote de confiance sans être assuré de l'appui du NPD. Les calculs de Stephen Harper ne sont pas strictement mathématiques. Hors Québec, ses fréquentations du printemps avec le Bloc lui ont coûté cher. Surtout, il ne croit plus vraiment à la possibilité de surfer vers une victoire électorale sur le dos des commandites à l'extérieur du Québec.

Dans le jeu parlementaire du chat et de la souris, le gouvernement libéral et les conservateurs ont changé de rôle pendant l'été. Dans la mesure où Stephen Harper n'a pas envie de se faire manger tout rond, ce renversement devrait rendre un scrutin autumnal improbable.

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

### Environnement et santé

## Le gouvernement Charest scrute les médias d'information québécois

NORMAN DELISLE

Québec — Le gouvernement Charest paye pour faire suivre les médias québécois d'information à la trace.

La Presse canadienne a appris que le ministère des Ressources naturelles avait accordé un contrat de 19 750 \$ à la Chaire en relations publiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), pour analyser «la perception des médias et des intervenants sur le choix du gouvernement et des ministres» dans le dossier des forêts et dans celui de l'énergie.

Les conclusions des chercheurs de l'UQAM sont négatives: «L'analyse des discours de presse révèle que les médias tiennent généralement des propos défavorables concernant l'action gouvernementale», tant dans le domaine de la forêt que dans celui de l'énergie.

Les universitaires de l'UQAM se sont penchés sur la couverture médiatique faite entre novembre 2004 et mai 2005, alors que plusieurs débats faisaient rage concernant l'avenir énergétique du Québec et la politique forestière.

Ces chercheurs avaient le mandat «d'interpréter de façon objective la couverture de presse, de scruter ce qu'elle contient, et de décodifier certaines données et références qui se dégagent de l'information véhiculée par la presse».

Dans le dossier de l'énergie, on en arrive à un «taux de partialité» de 18 %, généralement défavorable à l'action gouvernementale. Plus de 82 % des textes analysés demeurent néanmoins «neutres», ce qui fait dire aux analystes que «les médias adoptent un ton relativement neutre».

Les recherches de l'UQAM effectuées depuis 25 ans montrent en effet que «le taux moyen de partialité d'une couverture médiatique s'établit à 40 %».

Dans le secteur des forêts, le taux de partialité atteint 16 %, alors que 84 % de la couverture paraît neutre.

Pour l'énergie, les gens de l'UQAM ont analysé 8425 unités d'information provenant de 406 documents diffusés par la presse écrite et électronique. Pour les forêts, ce sont 7653 unités d'information provenant de 594 documents qui ont été analysés.

«Les médias tiennent des propos critiques sur la plupart des sujets. L'action générale du gouvernement ressort négativement, tout comme la tarification [de l'électricité], l'énergie thermique, le développement énergétique, Hydro-Québec et [la protection de] l'environnement» peut-on lire dans le rapport d'analyse de la couverture de presse.

Parmi les rares points positifs qui se dégagent de la couverture médiatique, on relève celui du développement de l'énergie éolienne. «Les médias saluent la décision du gouvernement de développer l'éolien», mentionne le rapport.

La couverture par les médias du dossier des forêts et de la commission d'enquête tenue sur la forêt québécoise et présidée par Guy Coulombe est également analysée.

«Les médias saluent le rapport de la Commission [Coulombe], mais critiquent le fait que le gouvernement n'applique que la recommandation de réduire la possibilité forestière de 20 %, faisant peu de cas», note l'analyse.

### Bactérie

Le travail des médias dans le dossier de la bactérie C. Difficile a également été scruté à la loupe. Cette bactérie, qu'on retrouve dans certains établissements de santé, a défrayé la manchette depuis deux ans.

Le ministère de la Santé a donné des contrats à diverses entreprises, dont Medianor et Verbatim, pour «l'évaluation stratégique» des médias à l'occasion de la crise reliée à cette bactérie. La crise a impliqué des décès dans des hôpitaux du Québec l'an dernier. Des factures de 17 800 \$ ont été retrouvées au ministère de la Santé dans le cadre de ces contrats.

Les rapports de ces entreprises indiquent que les dépêches de tous les médias électroniques (stations de radio et de télévision anglophones et francophones) et de 54 quotidiens et hebdomadaires ont été analysés.

Dans les observations formulées par les spécialistes de ces entreprises, on note que «la réaction tardive du ministre [de la Santé] Philippe Couillard a inquiété les intervenants du milieu de la santé». Les observations notent également qu'il «n'y a pas de plan concerté au niveau provincial pour contrer le phénomène de propagation». Cette absence de plan a été corrigée depuis.

On allume une lumière «jaune» à l'égard du ministre Couillard dans ce dossier. On lui signale que «ses réactions sont commentées par les différents spécialistes et que les conditions de salubrité dans les hôpitaux sont commentées et surtout critiquées par les citoyens et les employés d'hôpitaux».

Henri Comte, porte-parole de Verbatim, a expliqué à la Presse Canadienne que ce phénomène de monitoring des médias d'information lors d'une crise était une opération normale qui est effectuée depuis une vingtaine d'années.

Presse canadienne

### EN BREF

## Les vendeurs de chez Honda Brossard se syndiquent

Après des mois d'intenses négociations, les vendeurs automobiles de chez Honda Brossard deviennent parmi les premiers employés de ce secteur à se syndiquer. Les vendeurs auront eu besoin de trois mois de grève avant de signer leur première convention collective au sein du Syndicat international des métiers du Québec (SIM). Selon le président du syndicat, Mario Cotton, les gains sont considérables pour les nouveaux syndiqués qui verront leur salaire de base presque doubler. Les travailleurs bénéficieront également d'un fonds de pension. M. Cotton croit que cette victoire aura un effet d'entraînement et dit travailler à la syndicalisation d'une dizaine d'autres groupes de vendeurs automobiles. — PC

## Essence: Layton et Charest inquiets

Le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, se dit inquiet des hausses successives du prix de l'essence. De passage à Montréal, samedi, le chef néo-démocrate a accusé les grandes sociétés pétrolières d'être responsables de cette importante flambée des prix de l'or noir. M. Layton a affirmé qu'il appuierait toute demande de

mise sur pied d'une enquête afin de déterminer s'il y a collusion ou non entre les multinationales du pétrole. Il rappelle également que son parti a déposé un projet de loi à la Chambre des communes concernant la création d'une commission permanente sur le sujet. Pour sa part, le premier ministre du Québec, Jean Charest, a admis vendredi que tous les gouvernements doivent effectivement se pencher sur les répercussions des récentes hausses du prix de l'essence, mais il a ajouté qu'il n'était pas question, pour le moment, d'annoncer quoi que ce soit. Jusqu'ici, les gouvernements fédéral et provincial se sont refusés à intervenir, disant que leurs pouvoirs étaient limités. «L'avenir nous force à aller plus loin, je pense», a cette fois commenté M. Charest. — PC

## Équiterre est mandaté par l'ONU

Le groupe écologique québécois Équiterre a été mandaté par l'ONU pour assurer l'accueil et le secrétariat des groupes environnementaux qui participeront à la Conférence internationale de Montréal sur le climat, cet automne. Près de 4000 organisations non gouvernementales en environnement, de partout dans le monde, sont attendues à l'événement, qui se déroulera du 28 novembre au 9 décembre prochain. Au total, la conférence attirera 10 000 délégués en provenance de 191 pays. — PC

LOTO QUÉBEC		Résultats	
SUPER 7		Tirage du 2005-08-19	
08 09 19 33 38 41 42	7/7	0	5 000 000,00 \$
	6/7+	2	130 248,00 \$
	6/7	96	2 374,30 \$
	5/7	5 281	154,10 \$
	4/7	112 839	10,00 \$
Complémentaire: 14	3/7+	105 717	10,00 \$
	3/7	947 958	Participation gratuite
Ventes totales: 13 988 716 \$		Prochain gros lot: 10 000 000 \$	
LOTTO 649		Tirage du 2005-08-20	
04 14 17 23 26 38	6/6	1	14 507 724,00 \$
	5/6+	6	70 634,60 \$
	5/6	274	1 277,70 \$
	4/6	11 480	57,80 \$
	3/6	201 124	10,00 \$
Complémentaire: 47	2/6+	127 573	5,00 \$
Ventes totales: 21 318 462 \$		Prochain gros lot (appr.): 4 000 000 \$	
Québec 49		Tirage du 2005-08-20	
03 05 22 35 46 47	6/6	0	1 000 000,00 \$
	5/6+	0	50 000,00 \$
	5/6	15	5 000,00 \$
	4/6	1 237	50,00 \$
	3/6	22 138	5,00 \$
Complémentaire: 12	Ventes totales:		629 580,00 \$
DOUBLE JEU 49+		Tirage du 2005-08-20	
20 23 26 47	6/6	61	819,60 \$
01 08 12 30	5/6	130	192,30 \$
12 35 38 49	4/6	60	416,60 \$
Ventes totales: 40 125 7		Prochain gros lot: 100 000 \$	
Extra		Tirage du 2005-08-19	
NUMÉRO 401257	LOT 100 000 \$		
Extra		Tirage du 2005-08-20	
NUMÉRO 891188	LOT 100 000 \$		

BIENTÔT VOUS POURRIEZ RIRE...

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

## • LES ACTUALITÉS •

## École d'été de l'INM : des projets concrets

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Après la réflexion, l'action. L'an dernier, les participants de la première Université du Nouveau Monde avaient accouché d'un document contenant 50 propositions- idées plus ou moins utopistes pour le Québec de demain. Hier, en clôture de la deuxième édition de cette école estivale, ils sont entrés dans le concret réalisable à hauteur d'hommes et de femmes.

C'est-à-dire que les quelque 600 jeunes qui sont venus discuter pendant quatre jours à Montréal des façons d'envisager une société plus en phase avec leurs convictions ont planché cette année sur des projets à plus petite échelle, mieux définis et plus faciles à appliquer. «Les propositions étaient des souhaits, rappelait hier Michel Venne, l'instigateur de l'École d'été de l'Institut du nouveau monde (INM) — c'est le nouveau nom de l'activité. Cette fois, nous voulions que les jeunes se rendent compte qu'ils peuvent eux-mêmes faire quelque chose dans leur communauté et qu'ils formulent des projets accessibles.»

Ce fut fait. Trente-huit projets potentiellement réalisables ont été élaborés autour d'un certain nombre de thématiques et d'approches. Les participants ont ensuite élu leurs préférés, présentés hier après-midi lors de «l'assemblée citoyenne» de clôture de la semaine du Festival citoyen et de l'École d'été de l'INM.

Le champ d'action est large. On a ainsi notamment parlé de concevoir des capsules d'information internationale qui seraient diffusées aux heures de grande écoute des réseaux de télévision, puis d'organiser différentes activités de tourisme «responsable et équitable» en Amérique latine, ou de faire la

promotion d'initiatives locales venant des jeunes du Sud.

### Projets locaux

Mais aussi, les étudiants d'été ont planché sur des projets locaux: de consommation responsable, d'abord, par l'élaboration d'un modèle d'activité de troc de vêtements, de jouets ou de meubles entre les jeunes familles de Montréal. De protection de l'environnement, ensuite, avec la mise sur pied d'une campagne visant la réduction de l'usage des sacs de plastique. La question de l'accès à la propriété a pour sa part été abordée dans l'idée proposée de créer un organisme sans but lucratif (OSBL) chargé d'acheter des bâtiments résidentiels, puis de les gérer ensuite selon une formule «louer pour acheter». La proposition a récolté de chauds applaudissements, mais pas autant que pour celle suggérant la création d'une coopérative de solidarité en financement étudiant. Le principe étant de fonder un OSBL gestionnaire d'une fiducie où les étudiants iraient contracter l'aide financière octroyée par le gouvernement. Et ce, dans l'objectif de faire en sorte que les profits engendrés par les intérêts sur les dettes d'étude aillent dans un fonds spécial qui serait réinvesti dans le système d'éducation: les jeunes ont bien aimé l'idée, Michel Venne aussi.

«Les projets qui ont obtenu le plus de votes, relevait M. Venne après l'assemblée, ce sont ceux très concrets qui sont reliés à une activité économique. Ça montre que ces jeunes-là ne sont pas que des petteux de nuages, loin de là», estime-t-il, certain de voir plusieurs des idées énoncées hier se réaliser dans un proche avenir.

Le Devoir

### EN BREF

## Décès de Jean-Pierre Desaulniers

Collaborateur régulier de la page Idées du Devoir, le professeur Jean-Pierre Desaulniers, un des rares universitaires québécois spécialistes de la télévision et de la publicité d'ici, est décédé jeudi des suites d'un cancer, à l'âge de 59 ans. Pas plus tard que mercredi, M. Desaulniers écrivait une dernière collaboration dans ce journal, sur l'affaire Michaëlle Jean. Enseignant au département de communications de l'Université du Québec à Montréal, Jean-Pierre Desaulniers avait fait des études supérieures en anthropologie et en sociologie. Grandement intéressé par l'analyse de la production culturelle québécoise depuis l'après-guerre, il a notamment publié *De La Famille Plouffe à La Petite Vie - Les Québécois et leurs téléromans*, où il accorde au téléroman québécois une place fondamentale dans le développement culturel du Québec, à l'instar du cinéma aux États-Unis. Il a aussi

récentement publié une analyse du phénomène *Star Académie*. Entre autres choses, M. Desaulniers a été concepteur et directeur de recherche en production télévisée et en production muséale. On lui doit à ce titre la série télévisée *Fous de la pub* (1991). — *Le Devoir* et *PC*

## James Jerome n'est plus

Ottawa — James Jerome, qui fut président de la Chambre des communes et juge en chef adjoint à la Cour fédérale, est décédé. L'ex-député de la circonscription de Sudbury, en Ontario, était âgé de 72 ans. James Jerome fut nommé président des Communes en 1974 par le premier ministre Pierre Elliott Trudeau. Il devint plus tard le premier président des Communes à être issu de l'opposition officielle, quand le Parti progressiste-conservateur dirigé par Joe Clark porta au pouvoir un gouvernement minoritaire, en 1979, et le maintint à son poste. — *PC*



MIGUEL VIDAL REUTERS

Une résidente de Viana do Castelo surveille la progression des incendies à proximité de cette localité du nord du Portugal. Les flammes menaçaient hier un hôpital, que les autorités envisageaient d'évacuer.

## Incendies : le Portugal attend des renforts aériens de l'UE

Une quarantaine de foyers d'incendie échappent encore à tout contrôle

LÉVI FERNANDES

Lisbonne — Le gouvernement portugais, qui a demandé de l'aide à ses partenaires européens, attendait hier des renforts aériens pour combattre des incendies incontrôlables qui se sont multipliés ces dernières heures au nord et au centre du pays.

«Nous avons demandé des renforts à l'Union européenne, car hier [samedi] les moyens dont nous disposions ne suffisaient plus pour combattre l'ensemble des incendies», a déclaré hier matin le premier ministre José Sócrates à Pampilhosa da Serra (centre), où près de 30 000 hectares sont déjà partis en fumée.

«Il n'y a pas d'autre solution que de combattre les incendies actuellement, mais ensuite il y aura beaucoup à faire, car il y a des causes structurelles [qui expliquent les incendies] au Portugal et on ne peut se résoudre à vivre cette situation tous les ans», a-t-il fait valoir.

Le Portugal, qui subit depuis samedi l'une des pires situations sur le front des incendies, a déclenché le mécanisme communautaire visant à favoriser une coopération renforcée dans le cadre des interventions de secours de la protection civile.

Malgré d'importants moyens aériens, au total 49 hélicoptères et avions bombardiers d'eau, les autorités portugaises ont été contraintes de demander des renforts aux pays de l'UE.

Un Canadair espagnol combat déjà un incendie dans le nord du Portugal et l'Espagne doit en envoyer un autre. La France et l'Italie ont annoncé la mise à dispo-

sition de trois appareils du même type et l'Allemagne prévoit le départ aujourd'hui de trois hélicoptères lourds.

Sur le front des incendies, plus de 3000 pompiers, ainsi que des centaines de militaires et gendarmes, assistés de 32 avions et 824 véhicules, étaient toujours mobilisés pour venir à bout d'une quarantaine de foyers qui échappaient encore à tout contrôle.

Le vent et un terrain souvent très accidenté ont compliqué le travail des pompiers ces derniers jours qui luttent depuis plus d'une semaine contre d'importants brasiers.

Depuis samedi, les services de secours ont déjà secouru une centaine de personnes.

L'incendie de Viana do Castelo (nord) était l'un des plus préoccupants hier en fin d'après-midi. Les flammes menaçaient un hôpital, que les autorités envisageaient d'évacuer.

Le gouvernement a en outre appelé la population à aider les pompiers.

Les pompiers et les responsables locaux évoquent souvent la piste criminelle pour expliquer cette vague d'incendies qui a déjà consumé cette année plus de 134 000 hectares et tué treize personnes. Cette année, quelque 95 incendiaires présumés ont déjà été interpellés par la police.

Aujourd'hui, sur les 18 districts administratifs que compte le Portugal, 16 seront une nouvelle fois en état d'alerte «maximale» ou «très élevée».

Agence France-Presse

### EN BREF

## Non aux pièces de 5 \$

Le gouvernement fédéral a décidé de ne pas donner suite à une proposition de remplacer le billet de 5 \$ par une pièce de monnaie, une formule plus économique. Les sommes ainsi économisées auraient été utilisées pour financer les athlètes olympiques du pays. L'idée est d'abord venue de la Monnaie royale canadienne, et le ministère des Finances l'a prise

suffisamment au sérieux pour demander à une maison de sondage d'effectuer une étude au moyen d'un groupe témoin. La plupart des participants aux groupes de discussion ont rejeté le projet de passer du papier à la pièce métallique parce que cela voudrait dire qu'il leur faudrait transporter trop de menue monnaie pesante — même si la pièce de 5 \$ était moins lourde que celles de 1 \$ et de 2 \$. Et s'ils se sont dits d'accord pour que le gouvernement appuie les athlètes canadiens, la plupart d'entre eux ont suggéré que toute

économie réalisée grâce au passage du papier au métal serve à financer les soins de santé et les programmes sociaux et à aider les sans-abri. Au ministère des Finances, on a reconnu qu'à la suite de l'étude d'Environics, on avait écarté l'idée d'aider les athlètes de cette façon. Une porte-parole de la Monnaie royale a confirmé que la proposition de financement des athlètes olympiques était incluse dans ses recherches, cette année, sur l'option de la pièce de 5 \$, mais que la proposition a été abandonnée depuis. — *PC*

### AFGHANISTAN

## La GRC vient appuyer l'armée à Kandahar

TERRY PEDWELL

Kandahar — La mission canadienne en Afghanistan entre dans la seconde phase de ses opérations — le développement de la région de Kandahar — avec l'arrivée, cette semaine, d'agents de police et du personnel du gouvernement chargé du développement.

L'équipe provinciale de reconstruction, appelée EPR dans le langage militaire, constitue une nouvelle façon d'intervenir pour le Canada. Elle regroupe environ 250 soldats ainsi que des agents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), des travailleurs humanitaires et des employés des Affaires étrangères.

Elle se distingue par la cohésion dont les différents membres de l'équipe devront faire preuve dans leur travail. «Nous allons travailler étroitement avec eux pour essayer de synchroniser le développement», affirmé, à propos des agents de la GRC et des travailleurs humanitaires, le major Sanchez King, qui dirige l'unité de coopération civils-militaires.

Jusqu'à maintenant, les soldats canadiens dans d'autres régions afghanes ont participé à des programmes d'aide, mais seulement dans un rôle de coordination avec les organisations non gouvernementales et l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

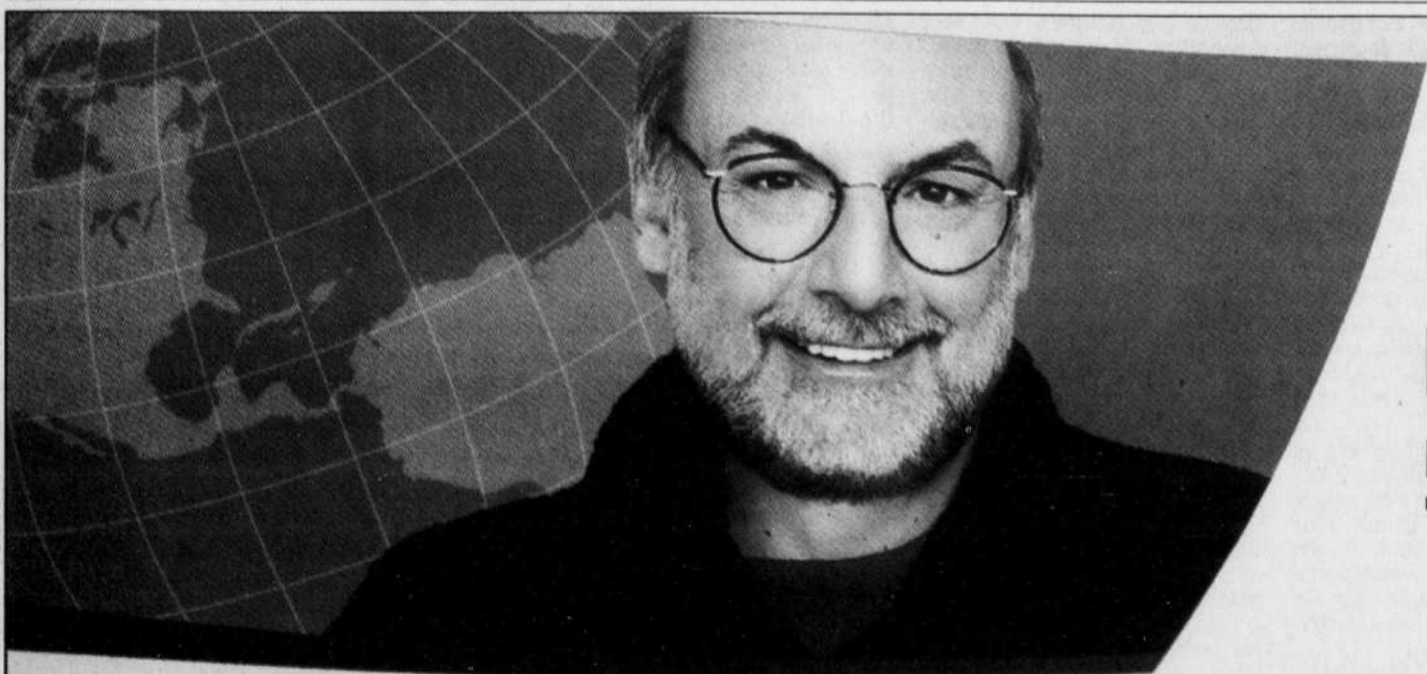
Pour les militaires, l'objectif a été de conquérir les populations locales avec l'aide dispensée dans l'espoir de diminuer l'hostilité de certaines zones d'opérations. «Normalement, nous quand nous entreprenons une mission, nous le faisons au nom du commandant militaire, a expliqué M. King. Nous tentons de faire en sorte que l'environnement soit plus ouvert aux opérations.»

Les 250 soldats sont déjà à Kandahar et patrouillent dans la région. Cette semaine, les autres membres de l'équipe vont commencer à les rejoindre. Avec l'EPR, l'accent est mis sur la reconstruction — le maintien de la sécurité est important mais secondaire. L'équipe canadienne a un budget de quatre millions de dollars à investir dans des projets de développement au cours des 18 prochains mois. Des représentants ont affirmé que les États-Unis sont aussi disposés à assumer les coûts des projets concrets par les intervenants canadiens.

En tout, le Canada s'est engagé à investir environ 618 millions en Afghanistan, depuis 2002. Il s'agit de la plus importante somme jamais déboursée dans un seul et même pays. Près du quart de cette somme est allé au gouvernement du président Hamid Karzai.

«C'est nouveau pour le Canada d'adopter cette approche, a reconnu Chris Alexander, ambassadeur canadien à Kaboul. Elle ne devrait toutefois pas être utilisée dans tous les pays, mais en Afghanistan, il fallait solidifier les structures du gouvernement.»

Presse canadienne



LE RETOUR DU NUMÉRO 1\*

**HOMIER-ROY**  
5 h

Écoutez  
pour voir.

**95,1** FM  
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/bienmeilleur

Réalisation : Stéphane Tremblay

\* Source : sondage 2 BBM réalisé du 2 mai au 26 juin 2005. Part de marché francophone du lundi au vendredi de 6h à 9h; marché central de Montréal; 12 ans et plus.

# LES ACTUALITÉS

## ÉCOLE

« Le milieu scolaire n'éduque pas au clavardage, il fait comme si cela n'existait pas »

SUITE DE LA PAGE 1

Au secondaire, on s'en sert surtout en sciences, afin de réaliser des expériences avec des laboratoires virtuels. « Cela fonctionne bien avec un noyau de 3 à 4 % des enseignants. Mais cela ne lève pas », observe l'auteur de la recherche, François Larose, du département des sciences de l'éducation de l'Université de Sherbrooke. Fait à noter, les fervents pédagogues du Net ne sont pas nécessairement des jeunes en début de carrière, mais plutôt des enseignants relativement expérimentés, sûrs de leur pédagogie, à l'aise avec l'outil et qui ont tendance à fonctionner par projet, précise le chercheur.

« Internet, ce n'est pas à l'école que ça se passe », renchérit son collègue du département de communication, Christian-Marie Pons. Il souligne d'ailleurs que plusieurs écoles en interdisent l'usage pendant le midi ou les pauses.

Des efforts importants ont pourtant été déployés entre 1996 et 2001 pour doter les écoles de postes de travail branchés. Plus de 300 millions ont été investis dans l'achat d'équipement. Le ratio d'ordinateur connecté au Net est passé au cours de cette période de 1 pour 101 élèves à 1 pour 8. Depuis 2001, cependant, pratiquement plus rien n'est dévolu aux TIC à l'école.

Quatre ans plus tard, le portrait n'est guère rehaussé. « Les écoles ont acheté de beaux appareils, mais on ne leur avait pas dit qu'il faudrait un jour les renouveler. Cela n'aide pas l'équipe-école à s'intéresser aux TIC quand on utilise un Pentium 1 », déplore le président de l'Association québécoise des utilisateurs de l'ordinateur au primaire et au secondaire (AQUOPS), Claude Raymond. Il souligne néanmoins que certaines écoles ont fait le choix des TIC, en puisant à même leurs budgets de fonctionnement ou en organisant des collectes de fonds pour renouveler leurs équipements. « Lorsqu'il y a un leadership des directions, cela a un effet d'entraînement. Si la direction n'est pas à l'aise avec cela, cela tire de l'arrière. »

Le manque de soutien technique rend également les enseignants plus réticents à se lancer dans l'aventure. « Lorsque la machine est brisée et que l'enseignant réussit à parler à un technicien, on leur dit "laissez-nous vos coordonnées, on passera dans trois semaines", caricature François Larose.

Au cours de ses recherches, il a pu constater que l'ajout de budgets supplémentaires dans une école donnait un sérieux coup de pouce, lorsqu'en plus d'acheter de l'équipement, on libère des enseignants comme personnes-ressources. « Le problème, c'est que cela dure le temps de la subvention, comme une éruption cutanée. Tant que l'État crache, ça marche », constate-t-il.

**Des enseignants à convaincre**

Au-delà de la quinquillerie, un problème plus fondamental se pose: comment demander à des enseignants de développer chez leurs élèves des compétences qu'eux-mêmes ne maîtrisent pas?

Officiellement, l'utilisation des TIC constitue une compétence transversale, autant dans le programme du primaire déjà en vi-

gueur que dans celui qui sera implanté cet automne au secondaire. « Des neuf compétences transversales, c'est la seule où les enseignants vont être fiers de dire qu'ils ne sont pas encore compétents », laisse tomber avec un brin d'ironie Marc-André Lalande, conseiller pédagogique à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys. Certes il y a des enseignants qui recourent aux TIC depuis longtemps et d'autres qui se jettent à l'eau avant de maîtriser complètement l'outil, nuance-t-il.

Le président de l'AQUOPS en rajoute: « Pour beaucoup d'enseignants, le courriel, c'est le conjoint ou les enfants qui s'en occupent », illustre-t-il en soulignant que l'essentiel du travail d'accompagnement et de formation des profs reste à faire. « Le problème, c'est que les professeurs sont tellement préoccupés par l'implantation de la réforme scolaire que les TIC sont mis de côté. Et en plus, il y a les moyens de pression [dont le boycottage des activités qui ne sont pas directement liées à la tâche d'enseignement]. »

Ceux qui hésitent à plonger ont souvent peur d'être désarmés devant des élèves plus habiles qu'eux. Pas si vite, répliquent les spécialistes. « Si un jeune navigue très vite et visite trois ou quatre sites très rapidement, on a l'impression qu'il est très compétent. Mais on se rend souvent compte qu'il n'y a pas de chair autour de l'os », fait remarquer Marc-André Lalande, mentionnant que les jeunes utilisent rarement les TIC comme outils de création.

C'est aussi l'avis de Claude Raymond: « Les élèves jouent à des jeux, clavardent ou téléchargent de la musique. Ils utilisent peu Internet comme outil de recherche, pour écrire ou éditer des pages Web. C'est à nous, comme pédagogues, de faire le pont entre leurs habitudes d'utilisation et ce que l'école peut leur offrir. »

Pour qu'Internet prenne réellement son envol à l'école, M. Raymond croit cependant que les enseignants doivent cesser de voir cela comme étant une nouvelle tâche qui se rajoute au reste et l'intégrer au contenu qu'ils abordent déjà. Il souligne que les professeurs qui l'utilisent pour eux-mêmes sont plus enclins à l'intégrer à leur enseignement. Certains enseignants suggèrent d'ailleurs que leur équipement informatique puisse être déductible d'impôts, au même titre que les travailleurs autonomes.

**Pour que l'école donne du sens**

Directeur sortant à l'Institut Saint-Joseph — un petit établissement primaire privé de la région de Québec qui a pris le virage technologique — Mario Asselin pense que la formation est vaine si les enseignants ne deviennent pas eux-mêmes des internautes.

Après avoir constaté qu'il avait « jeté 5000 \$ par les fenêtres » en formation générale, il s'est employé à trouver ce qui motiverait chacun de ses employés à utiliser l'ordinateur. Excel, les moteurs de recherche, le courriel, la publication de pages Web et même la recherche de recettes culinaires, tout y est passé!

« C'est là que le virage technologique s'est opéré. Ils voyaient eux-mêmes un sens à utiliser la technologie. »

Il s'inquiète de voir autant de résistance aux technologies dans le milieu scolaire, où c'est trop souvent vu comme une mode, un peu comme l'a été l'audiovisuel. « Il faut dénoncer cela. Les pratiques des jeunes se vivent bien souvent seuls dans la chambre à coucher. J'ai des doutes sur nos responsabilités en tant qu'adulte de ne pas nommer cela. »

L'interdiction du clavardage à l'école — que l'on justifie parfois par la crainte que les jeunes soient en contact avec des gens mal intentionnés — le fait bondir. « Le milieu scolaire n'éduque pas au clavardage, il fait comme si cela n'existait pas. Pourtant cela offre beaucoup d'occasions. Ce n'est pas en l'interdisant qu'on va former de meilleurs citoyens. Dans le monde de demain, ces technologies vont être utilisées dans les entreprises. »

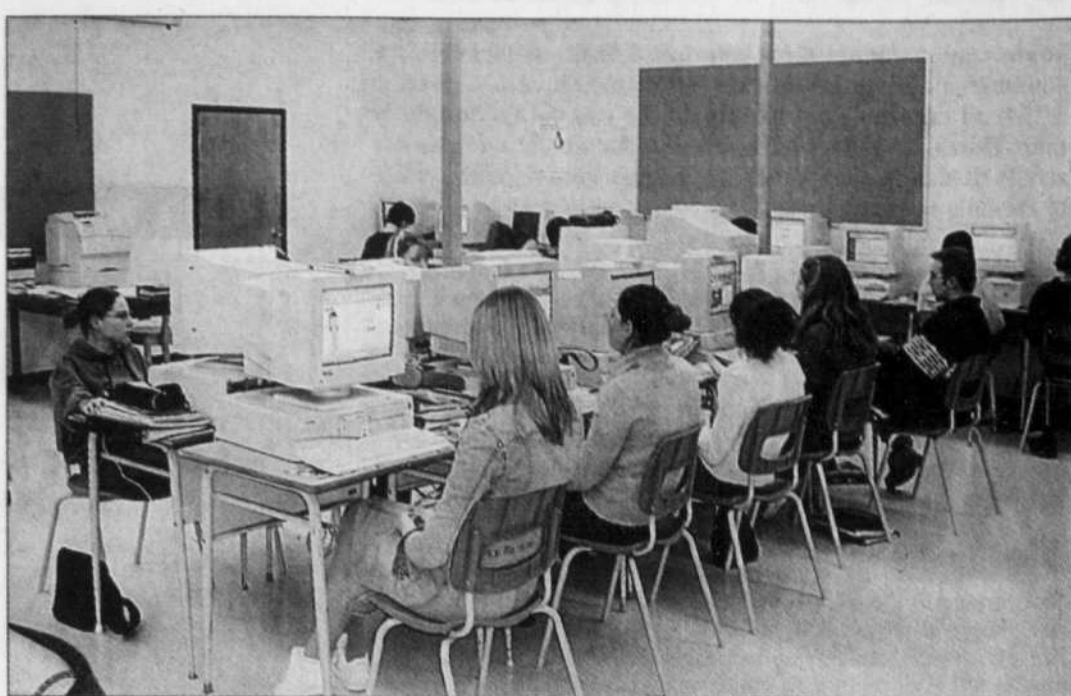
En voulant trop protéger les jeunes, l'école risque selon lui de perdre de sa crédibilité. « Les jeunes font des associations vicieuses: "si les adultes évacuent la pertinence de ce moyen de communication, peut-être que des choses qu'ils disent sur d'autres sujets vont perdre aussi de leur signification". [...] On fonde toutes nos affaires sur la peur. Il faut faire confiance aux jeunes. »

Claude Raymond de l'AQUOPS constate lui aussi que les professeurs craignent de tomber sur des sites pornographiques en naviguant en classe. « Ils ne sont pas préparés à intervenir. Mais s'ils accompagnent les jeunes au dépanneur, ils vont tomber sur des revues. Il faut les éduquer, c'est notre rôle! »

La plupart des enseignants préfèrent donc envoyer leurs élèves sur des sites présélectionnés plutôt que chercher une information dans le cyberspace. « C'est la meilleure façon d'être sûr que le jeune ne se mette pas en situation de prendre des décisions, de développer un jugement critique sur la qualité de l'information ou d'améliorer l'efficacité de sa procédure de recherche », observe le pédagogue François Larose, soulignant qu'il ne s'agit pas là d'un problème dans le programme scolaire, mais bien dans le rapport de l'enseignant à l'élève. Un peu résigné, M. Larose note qu'au bout du compte la société demande surtout aux professeurs d'enseigner le français, les maths et les sciences. « Internet est pour eux un outil parmi d'autres, et ce n'est pas celui qui leur est le plus familier », laisse-t-il tomber.

En contrepoint de ce portrait un peu tristounet de l'utilisation d'Internet, des enseignants dévoués se démenent pour aider leurs collègues, les outiller pour faire le saut. Qui sait, peut-être qu'en conjuguant leur enthousiasme à des budgets pour des machines et de la formation, l'école réussira-t-elle à être un peu plus à la page... Web. Peut-être faudra-t-il attendre que les adolescents d'aujourd'hui soient aux commandes d'une classe pour que la magie opère...

Le Devoir



Une salle d'ordinateurs dans une école secondaire

ARCHIVES LE DEVOIR

## L'implantation d'Internet en classe se fait très lentement

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Véritables extensions virtuelles de la classe, les portails Internet s'implantent graduellement dans les commissions scolaires depuis trois ans.

Chaque élève et chaque enseignant se voient donner un nom d'utilisateur et un code qui leur permettent d'accéder à un site adapté à leurs besoins. Peu importe où l'on se connecte, on peut avoir accès à son courriel, à un site de clavardage (qui fonctionne généralement en présence de l'enseignant), à son agenda, aux directives des enseignants, à des signets de sites pertinents à la formation, à des banques d'articles des principaux quotidiens, etc. Les élèves y enregistrent leurs travaux, qui peuvent ensuite être récupérés par des coéquipiers ou par le professeur lorsque vient le temps de la correction.

L'implantation se fait cependant à un rythme assez lent. « Cela rejoint entre 2 et 10 % des écoles d'une commission scolaire. Cela peut paraître peu, mais les commissions scolaires n'arriveraient pas à offrir le support nécessaire pour que toutes leurs écoles se lancent sur le portail en même temps; elles font donc une pénétration graduelle », explique Pierre Delisle de la Société de Gestion des réseaux informatisés des commissions scolaires. L'outil développé par cette société financée en partie grâce à une contribution des commissions scolaires est distribué dans 25 commissions scolaires, qui versent une contribution supplémentaire pour utiliser le portail.

Trois commissions scolaires de la Rive-Nord et de Laval ont aussi uni leurs efforts pour développer leur propre portail, le Projet Mille, qui fonctionne au moyen de logiciels libres. « On essaie de développer des terminaux Linux avec de vieux appareils, pour être capables d'en mettre plus dans nos écoles », explique Claude Raymond, conseiller pédagogique à la Commission scolaire Seigneurie des Mille-Îles. Certains ordinateurs sont tellement désuets qu'ils ne peuvent plus supporter les applications commerciales récentes. On espère ainsi récupérer de nouveaux véhicules dans la flotte informatique des commissions scolaires.

« Avec le portail, on tente de développer le travail par communauté, avec des groupes de discussion », poursuit M. Raymond.

**Parents réticents**

Ce type d'approche ne va pas toujours sans heurt avec les parents, chez qui un voyant rouge s'allume parfois quand ils entendent le mot « clavardage ». Lors de sa première rencontre avec les parents de sa classe de 6<sup>e</sup> année l'an dernier, Jocelyn Dion a été

surpris de constater leur méfiance. « Plusieurs d'entre eux trouvaient que le clavardage n'avait pas sa place dans l'enseignement. Il a fallu mettre les choses au point », se rappelle M. Dion, qui s'est empressé de leur dire que le clavardage se faisait uniquement entre les élèves de la classe.

« Les parents voient plus Internet comme une source d'accès à de l'information illicite », poursuit l'enseignant qui animait l'an dernier un projet particulier d'apprentissage par l'ordinateur. Il note que l'éventail des sites accessibles aux élèves est restreint pour les plus jeunes et s'élargit d'année en année. En sixième année, ils ont accès à l'ensemble de la Toile, précise l'enseignant qui s'emploie à sensibiliser les jeunes quant aux différents contenus qu'on peut y trouver et leur expliquer comment en évaluer la fiabilité.

L'enseignant de l'école primaire Les Lucioles, sur la Rive-Nord, met Internet à profit pour différentes disciplines scolaires: quoi de mieux pour comprendre un plan cartésien que de chercher des coordonnées sur une carte informatisée, ou pour travailler le français et l'histoire que de réaliser une recherche sur les événements marquants du XX<sup>e</sup> siècle au moyen de sites Internet... Les travaux de ses élèves sont ensuite diffusés sur le Web.

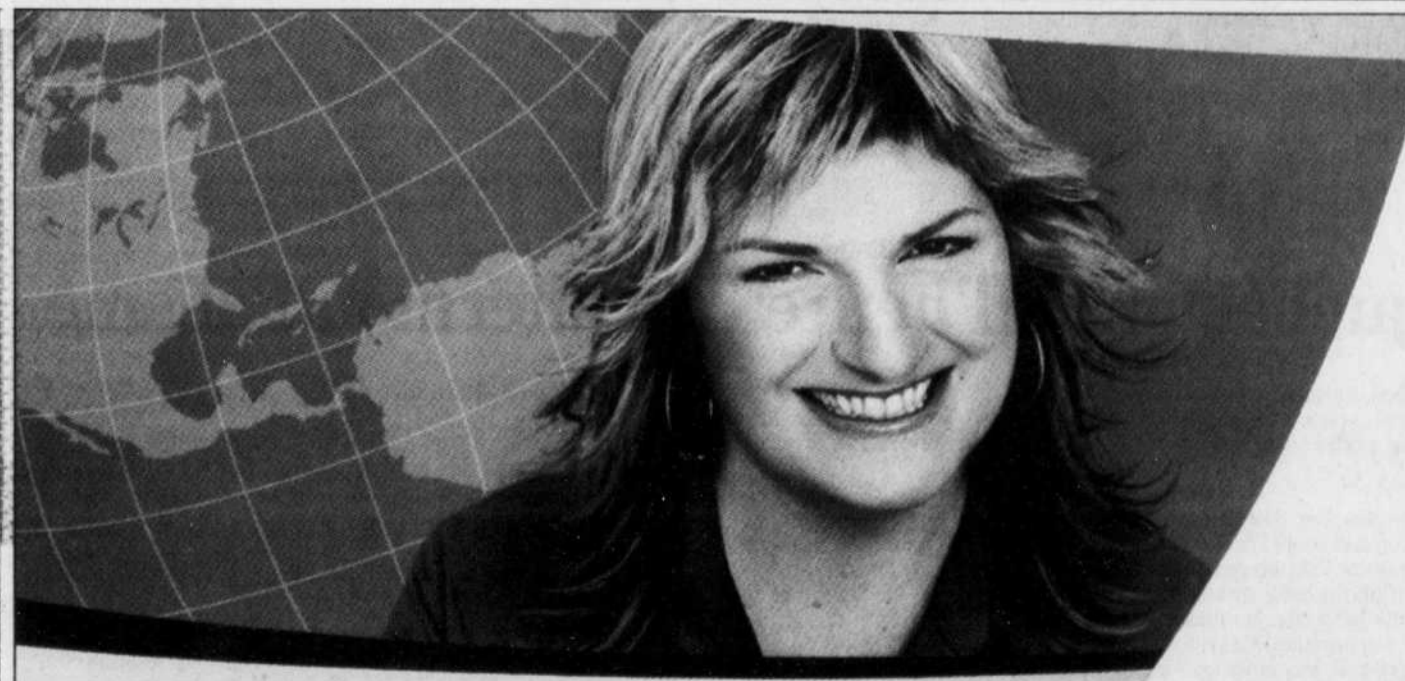
« Il y a des projets que je n'aurais jamais pu faire avec tant d'envergure sans l'informatique », note l'enseignant, qui a été témoin d'un regain de motivation chez les élèves.

**Bons coups**

L'ex-directeur de l'école primaire privée l'Institut Saint-Joseph, Mario Asselin, s'anime lui aussi quand il parle des bons coups des jeunes sur Internet. Par exemple, un élève a publié l'an dernier sur le site de l'école une critique d'un livre fantastique (*Amos D'Aragon*), intitulée « mon roman préféré ». Six jours plus tard, l'auteur du roman, Bryan Perro, est venu inscrire un commentaire à son tour. « C'était la première fois que les élèves disaient "c'est vrai que n'importe qui peut nous lire!". Cela rendait les jeunes avides de connaissances. Cela les a incités à vouloir écrire de mieux en mieux: ils savent qu'ils sont lus », raconte avec enthousiasme le directeur, soulignant que les élèves ont même commencé à publier des textes en dehors du cadre scolaire, pour le plaisir.

Sans vouloir faire de l'utilisation d'Internet un but en soi, il plaide vigoureusement pour que les écoles prennent le virage technologique: « La puissance de l'outil commande qu'on s'y intéresse! »

Le Devoir




DE RETOUR AUJOURD'HUI

**BAZZO**

9h

**Écoutez pour voir.**



**95,1** FM

PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/indicatifpresent

Réalisation: Jacquelin Castonguay

## É D I T O R I A L

## Fausse confession

Toute condamnation d'un innocent devrait «déclencher une sonnette d'alarme au sein du milieu juridique», écrivait en 1964 un criminologue américain. Le cas pathétique de Simon Marshall, à Québec, résonne si fortement que des correctifs devraient sans tarder s'appliquer quand justice et santé mentale se rencontrent.



Québec, l'affaire Simon Marshall a fait à juste titre grand bruit. Apprendre qu'un jeune homme, schizophrène, a été emprisonné pendant cinq ans pour des crimes dont il s'accusait alors que, récente preuve d'ADN à l'appui, il ne les avait pas commis, est en effet un cas aussi peu fréquent qu'abracadabrant. Apprendre par la suite que son séjour en prison a été un véritable calvaire ajoute à la tristesse et au sentiment d'injustice qui se dégagent de cette histoire.

Le Québec n'en est toutefois pas à son premier cas troublant en matière de justice et de santé mentale.

Au début des années 90, le Lac-Saint-Jean a vécu une affaire semblable alors qu'un jeune handicapé intellectuel, Kim Boulianne, était reconnu coupable de meurtre. Mais le processus qui avait mené à sa condamnation était plus que douteux: interrogatoire dans une chambre d'hôtel, révélations faites en échange d'un sac de chips, témoins non entendus, témoignage surprise d'un codétenu à qui le jeune homme se serait prétendument confié, forte pression pour que le dossier soit enfin réglé... Il y avait là assez d'éléments pour que la Ligue des droits et libertés de la région prenne fait et cause pour M. Boulianne. En vain. Les questions soulevées auraient néanmoins, dit-on dans le coin, entraîné des changements dans les manières de faire.

Le progrès, en fait, s'est généralisé depuis 2001 alors que les policiers se sont vu octroyer légalement le droit de s'adjointer des intervenants lorsqu'un individu est en situation de crise, semble dangereux ou a besoin de soutien. Des organismes sont ainsi reliés, tant à Montréal qu'à Québec, aux services policiers afin de leur prêter assistance. Ces groupes offrent aussi aux policiers de courtes formations sur le sujet.

Mais il y a une différence entre une intervention en situation de crise et la manière de mener une enquête impliquant quelqu'un qui a des problèmes de santé mentale. Les organismes communautaires eux-mêmes le constatent: il est si facile pour ces gens-là de mal paraître! Alors on les écoute peu ou mal, ou on les interroge dans des conditions qui accentuent leur trouble. À Montréal même, un seul policier est spécialisé dans les dossiers de santé mentale et il n'y a personne qui a une telle affectation à Québec.

Quant au système juridique, l'absence de formation y est totale. C'est même la croix et la bannière pour trouver des avocats désireux de prendre en charge une aussi lourde clientèle.

Résultat, faute de connaissances, soit on judiciarise certains comportements qui s'expliquent bien plus par la maladie que par la criminalité — le vagabondage, certains types d'agressivité —, soit le système judiciaire, dépassé, se laisse vite aveugler par un semblant de normalité. Comme dans l'affaire Simon Marshall où le profil de l'accusé correspondait aux témoignages et où, en plus, on disposait de son aveu. «L'agresseur de Sainte-Foy», auteur d'une série d'agressions sexuelles, s'offrait sur un plateau d'argent. Comment le refuser?

Pourtant, on sait depuis longtemps que les erreurs judiciaires répondent à certaines caractéristiques, au nombre desquelles on note «des aveux faits par des faibles d'esprit et des incapables», comme l'énonce une étude britannique publiée en 1973.

L'an dernier, un groupe de travail composé de représentants de tous les ministères de la Justice du pays ont produit un volumineux Rapport sur la prévention des erreurs judiciaires. Un chapitre y est consacré aux fausses confessions. Pour les contrer, le groupe recommande non seulement d'enregistrer l'ensemble de l'interrogatoire d'un suspect, mais aussi que les policiers et les procureurs de la Couronne suivent une formation spécifique sur le phénomène. Un comité a été mis sur pied pour assurer le suivi de la quarantaine de recommandations du rapport, mais les fausses confessions n'étant pas si fréquentes, on peut croire qu'il ne s'agira pas là d'une priorité.

Par contre, le rapport recommande aussi un plus large recours aux preuves génétiques. Puisque c'est l'ADN qui a innocenté Simon Marshall, pourquoi ne pas tirer une première leçon de son cas et rendre ce test obligatoire chaque fois que des gens qui ont des problèmes de santé mentale, ou sont déficients intellectuels, s'accusent de crimes graves?

Josée Boileau

jboileau@ledevoir.ca

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON  
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
 Directeur de l'information JULES RICHER  
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
 LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
 Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



## L E T T R E S

## Un mensonge historique

À chaque nouvelle nomination d'un gouverneur général, la tradition politique canadienne laisse entendre que ce poste serait en droite ligne de succession avec Samuel de Champlain, premier gouverneur de la Nouvelle-France. Ainsi, Michaëlle Jean serait donc dans la succession de Samuel de Champlain?

En tant qu'historien, je qualifie cette prétention du plus grand mensonge politique du Canada-anglais sur le dos du Québec. Par une telle prétention, le Canada anglais semble vouloir tout ignorer de la cassure historique de 1763. Ainsi, le gouverneur Murray, premier gouverneur anglais après la Conquête de 1763, ne peut prétendre être le successeur du dernier gouverneur de la Nouvelle-France conquise, puisqu'il y a ici un changement majeur sur le plan de l'allégeance.

Murray prête allégeance à la couronne britannique, ce qui est différent pour tous les gouverneurs précédents de la Nouvelle-France qui ont prêté allégeance à la couronne française du temps. La lignée de succession pour le gouverneur général d'aujourd'hui se situe en droite ligne avec Murray, et non avec Champlain, puisque l'on y prête allégeance à la couronne britannique, n'est-ce pas?

Ainsi, le gouverneur général d'aujourd'hui ne peut être dans la succession de Champlain, puisqu'il y a eu un changement d'allégeance en 1763, et d'autant plus puisque Québec se voit soustraire sa capitale nationale qui glissera en douce vers l'Ontario, en passant par Montréal et Kingston, pour aboutir à Ottawa. Ici, le sens de la culpabilité canadienne-anglaise aura fait que l'on maintienne une résidence pour le gouverneur général à la Citadelle de Québec! Voilà l'essence d'un affreux mensonge historique...

Quant au poste de gouverneur général, on

prétend qu'il représente tous les Canadiens. Cela est une affirmation gratuite dans le sens où le peuple n'a jamais choisi une telle institution pas plus qu'il n'a voté pour la créer. Le poste apparaît d'autant plus absurde que le premier ministre canadien qui est élu choisit une autorité qu'il met au-dessus de lui-même au nom de la couronne britannique. Un élu n'a d'autre autorité que le peuple qui l'a élu.

Michel Gaudette, historien  
 Trois-Rivières, août 2005

## Qui coûte cher à l'État?

Pas très valorisant d'être fonctionnaire ces temps-ci. Quand ce n'est pas mon premier ministre qui me dit que je suis un travailleur privilégié, c'est mon voisin, un cousin, un lecteur du *Devoir* qui me dit que je «lui» coûte trop cher! Ce phénomène n'est pas étonnant quand on voit comment les médias relaient la vision des éditorialistes à la solde du patronat privé.

En purs démagogues, on nous fait porter la responsabilité des difficultés financières de l'État. Rien de moins! Mais je vous invite, chers concitoyens, à rajouter une variable dans vos savants «calculs» sur le coût des fonctionnaires.

Contrairement à quantité de travailleurs du secteur privé, il est presque impossible pour nous de nous soustraire à l'impôt et autres déductions à la source... Autrement dit, quand Bernard Derome vous parlera des milliardaires qui cotisent les fonctionnaires, n'oubliez pas qu'on parle de salaire... brut. Sur ces montants, une bonne part retourne dans les coffres de l'État par les déductions à la source. Donc, c'est mon salaire après déductions qui représente le coût réel pour mes concitoyens. Une grande différence!

Alors pour les difficultés financières — sup-

posées ou réelles — de l'État, je vous invite à regarder un peu du côté de l'évasion fiscale des gens riches et célèbres, du travail au noir dans la construction, des pourboires non déclarés dans les bars et restaurants, des taxes non récupérées dans ces mêmes bars et restaurants, des dépenses fictives et déductibles d'impôt des prétendus «travailleurs autonomes»... Comment dit-on déjà? Quand ta maison est faite de verre...

Dominic Claveau  
 Montréal, le 10 août 2005

## Piéton: convention ou jugement?

Je me souviens avec nostalgie du Toronto des années 60, quand le piéton s'approchait de l'intersection qu'il voulait franchir, il levait le bras et, alors que les véhicules s'arrêtaient, traversait paisiblement la chaussée.

Pour le piéton montréalais d'aujourd'hui il y a deux choix: faire confiance aux conventions ou se fier à son propre jugement.

Les conventions — les feux de circulation avec main et flèche, les panonceaux Arrêt/Stop, les surfaces hachurées, etc. — sont une protection efficace dans la mesure où tous les usagers les respectent intégralement. Ce qui serait mon premier choix.

Le jugement, d'un autre côté, permet au piéton d'évaluer les différents paramètres — véhicules, vitesses, distances, etc. — qui déterminent ses possibilités de rejoindre le trottoir d'en face en toute sécurité. Une sorte de *jay-walking* en légitime défense.

Le quotidien du piéton montréalais étant très loin de celui du Torontois d'il y a plus d'un demi-siècle, il me paraît plus sûr de s'en remettre à son propre jugement plutôt qu'à des conventions plus ou moins respectées. Hélas!  
 Bernard Charier  
 Montréal, août 2005

## LIBRE OPINION

## La question nationale québécoise à l'heure de l'altermondialisme

DANIC PARENTEAU

Professeur à temps partiel, École d'études politiques, Université d'Ottawa

IAN PARENTEAU

Doctorant en science politique à l'Université du Québec à Montréal et professeur à temps partiel, École d'études politiques, Université d'Ottawa

Portées par le mouvement d'ouverture que favorise la mondialisation, les questions internationales mobilisent de plus en plus les Québécois. Désireux de répondre aux nouveaux défis de l'époque, de nombreux militants délaissent ainsi les enjeux traditionnels de luttes politiques au Québec, au premier plan la question nationale, au profit d'un engagement tourné vers l'international. Suivant les discours de l'altermondialisme, à l'ère de la mondialisation, la question de l'indépendance du Québec serait démodée; l'ampleur des enjeux globaux rendrait secondaire ce sempiternel combat.

Or la question nationale québécoise participe pleinement du projet pour une autre mondialisation. À l'heure des luttes altermondialistes, le projet d'un Québec souverain a encore tout son sens; mieux, il trouve dans ce nouvel élan militant un dynamisme renouvelé!

## Diversité culturelle

D'abord, la question nationale québécoise est bien en soi une question internationale; elle est clairement un enjeu de la mondialisation. Car faire du Québec un pays, c'est concrétiser, sur la scène mondiale, le principe de la diversité culturelle, grâce auquel il est permis de penser une autre mondialisation.

Accéder à l'indépendance pour le Québec, c'est donner corps au respect d'un pluralisme culturel que précisément menace la tendance homogénéisante inhérente à la mondialisation et sa figure de proue, la culture étasunienne.

Par ce geste politique, il s'agit pour cette petite nation à prédominance francophone vivant sur le continent américain de prendre la place qui lui revient sur la scène mondiale, et cela, à l'encontre des tendances uniformisantes qu'engendre la mondialisation.

Ainsi, travailler à faire du Québec un pays, c'est contribuer — modestement certes, mais non moins pertinemment — à une autre mondialisation fondée sur le respect de la diversité des cultures.

## Primauté du politique

De plus, l'un des plus grands dangers de notre époque est celui de la domination de l'économique sur le politique — principal cheval de bataille de l'altermondialisme. Suivant l'idéologie néolibérale d'aujourd'hui dominante, et son dogme «économiste» — le bonheur du monde passe par la compétitivité, la recherche de profits et la croissance économique à tout prix —, les États se voient de plus en plus délestés de leur prérogative politique au profit de processus économiques globaux.

Aussi, au nom de cette idéologie, les peuples sont-ils de plus en plus soumis aux décisions opaques prises par des instances éloignées d'eux, soit les multinationales et autres organisations économiques internationales qui profitent de la mondialisation néolibérale où qui travaillent à sa réalisation.

L'une des conséquences les plus inquiétantes de cette lourde tendance est le dépeçage du politique, soit le fait pour toute société — sans égard à sa taille — de perdre la capacité d'assurer elle-même le contrôle de ses propres affaires, suivant le principe de la souveraineté inaliénable du peuple.

Or, faire du Québec un pays, c'est contribuer à une autre mondialisation en redonnant la primauté du politique sur l'économique. Fonder ici en Amérique un pays, c'est effectuer là le geste politique par excellence: celui de fonder une communauté politique souveraine.

## Prise directe

Mais encore, pour le Québec, accéder à la pleine souveraineté, n'est-ce pas là le meilleur moyen de contribuer aux principales luttes du combat altermondialiste sur la scène internationale? Faire du Québec un pays, c'est donner l'occasion au Québec de faire entendre directement sa propre voix sur la scène mondiale, qui, à bien des égards, se distingue de celle canadienne — on n'a qu'à penser à l'empressement frileux du Canada à signer le protocole de Kyoto, à la tentation militariste à laquelle il faillit céder lors de l'invasion de l'Irak en 2003 ou même, plus récemment, à l'intérêt manifeste qu'il

porta au projet de militarisation de l'espace par le bouclier antimissile étasunien.

À titre de membre à part entière de la communauté internationale, le Québec pourrait dès lors mieux exprimer les valeurs de la société québécoise sur la scène internationale et ainsi contribuer de manière autonome et responsable aux actions concertées pour faire face aux nombreux enjeux globaux de l'humanité aujourd'hui.

Ainsi, faire du Québec un pays, c'est donner l'occasion à cette petite nation de travailler directement à une mondialisation plus juste et équitable, plus pacifique, plus soucieuse de l'environnement et respectueuse de la diversité des cultures.

## Faire le jeu fédéraliste

Enfin, dans le contexte politique actuel canado-québécois — et c'est peut-être là l'un des plus grands dangers que recèle un engagement militant qui néglige la question nationale —, force est de reconnaître que toute action politique tournée vers l'international, pour aussi justifiée soit-elle, a pour effet indirect de conforter le projet centralisateur et uniformisant du fédéralisme canadien.

Sous couvert de se montrer ouvert aux autres, accueillant pour les cultures du monde et défenseur du principe de la diversité culturelle sur la scène internationale, c'est bien plutôt à une consolidation de sa domination politique et culturelle sur l'ensemble de sa géographie que travaille le Canada. Car l'entreprise de construction «nationale» dans laquelle s'est lancé le Canada depuis Trudeau s'articule bien comme la négation directe de l'existence des diverses nations qui le composent, au premier plan, la nation québécoise.

Se détourner de la question nationale québécoise, que ce soit en s'en désintéressant (ni fédéraliste, ni souverainiste) ou en se disant favorable à l'indépendance du Québec tout en refusant de rejoindre le geste à l'opinion, c'est donc indirectement, mais non moins fatalement, acquiescer au programme canadien.

Délaissier la question nationale, c'est laisser libre jeu aux forces centralisatrices et uniformisantes du fédéralisme canadien qui travaillent actuellement à dénigrer l'existence même de la nation québécoise. À l'heure de l'altermondialisme, faire de Québec un pays, c'est directement contribuer à une autre mondialisation.

## IDÉES

## DIX UTOPIES QUI ONT FORGÉ LE QUÉBEC

À une époque où le Québec semble vouloir repenser son devenir, *Le Devoir* propose d'explorer, tous les lundis de l'été, une dizaine d'utopies passées, proposées et incarnées par des hommes et des femmes qui ont marqué cette société, de la Nouvelle-France jusqu'aux années 1970. Comment ces personnages clés, mais parfois méconnus, de notre histoire, ont-ils envisagé l'avenir? Quels projets les ont portés, quelles luttes les ont animés? Quelle mémoire avons-nous de ces futurs rêvés?

Jean-Philippe Warren, titulaire de la Chaire d'études sur le Québec de l'université Concordia, a conçu et coordonné la série, avec la collaboration d'Antoine Robitaille.

## L'efficace intervention sociale de Marie Gérin-Lajoie

HÉLÈNE PELLETIER-  
BAILLARGEON

Auteure des biographies Marie Gérin-Lajoie, de mère en fille, la cause des femmes et Olivier Asselin et son temps, dans lesquelles s'animent autant le roman d'une vie que les combats de toute une époque.

Neuvième texte d'une série de dix

**A**u début du XX<sup>e</sup> siècle, l'utopie de Marie Gérin-Lajoie (1890-1971) — implanter les techniques du service social à Montréal — demeure un projet essentiellement urbain.

À l'époque où tant de familles rurales convergent vers la métropole pour répondre aux besoins de l'industrie, de multiples problèmes se posent: pauvreté endémique, pénurie de logements à prix abordables, hygiène publique déficiente, conditions de travail déplorables dans les usines.

À tous les défis rencontrés par les familles ouvrières, les œuvres de charité traditionnelles ne sauraient, aux yeux de la jeune Marie, apporter de solutions durables. Un brin visionnaire, elle demeure persuadée qu'il faut appliquer à la situation une approche méthodique nouvelle: celle de l'enquête de terrain, seule capable d'orienter l'action sociale vers l'autonomie et la dignité des personnes.

### Un riche terreau familial

Deux influences majeures dans la vie de la pionnière ont contribué à l'élaboration de son projet.

Celle de sa mère d'abord, Marie Lacoste-Gérin-Lajoie — auteure autodidacte, en 1902, d'un traité populaire de droit usuel et cofondatrice, en 1906 avec Caroline Béique, du premier mouvement féministe de langue française, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste qui milite pour l'accessibilité des femmes aux études supérieures et pour l'obtention du droit de vote au niveau provincial.

Première bachelière ès arts du Québec en 1911, Marie se qualifie pour le prix du Prince de Galles décerné à l'élève qui a obtenu les meilleures notes aux examens. Mais, sous prétexte que les femmes n'ont pas encore accès à l'université, les membres du jury — exclusivement masculin cela va de soi — décident d'offrir la bourse... au garçon qui s'est qualifié deuxième!

Qu'à cela ne tienne, à peine diplômée, Marie s'empresse d'aller militer aux côtés de cette mère exceptionnelle qui professe déjà que l'amélioration du sort des femmes et des familles passe par la modification des lois génératrices de discrimination et de pauvreté.

Deuxième influence déterminante pour l'utopie de Marie Gérin-Lajoie: celle de son oncle Léon Gérin, premier sociologue — formé à l'école de Frédéric Le Play — et auteur de la première monographie locale réalisée au Québec. De son oncle Léon, Marie retiendra l'intérêt capital représenté par le questionnaire et l'enquête de terrain pour préparer toute intervention sociale ciblée et efficace.

### Le catholicisme social

En ces années-là, le catholicisme social a le vent dans les voiles en Europe.

En France, des chefs d'entreprise tels que Léon Harmel — qui expérimente la cogestion avec les travailleurs de ses usines de textile — et le parlementaire Albert de Mun ont inspiré par leurs actions et leur pensée, la rédaction de l'encyclique de Léon XIII, *Rerum novarum*.

Le comte Albert de Mun, député de Pontivy-à-Morlaix, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, demeure un personnage central du catholicisme social. À propos de ses talents oratoires, ses contemporains n'évoquent rien de moins que ceux de Montalembert et de Lamartine. À la Chambre des députés, il a fait du droit d'association ouvrière, le combat de sa vie. Croyant affiché, il s'attire néanmoins le respect de Jaurès, de Gambetta et de Waldeck-Rousseau. À lire son autobiographie et ses discours, Marie croit entendre le plaidoyer vibrant de M<sup>re</sup> Myriel, le prêtre des pauvres imaginé par Victor Hugo dans *Les Misérables*... Elle sait désormais qu'elle a trouvé sa voie.

Et ce n'est pas tout. Devant le feu vert ainsi donné à l'action sociale par l'encyclique *Rerum novarum*, les initiatives se multiplient dans divers pays. Voyageant en Europe en 1913, Marie Gérin-Lajoie va se passionner pour l'expérience de jeunes universitaires britanniques partis s'installer dans les quartiers défavorisés de Londres pour y effectuer un travail d'animation et d'action sociale auprès de la population ouvrière. Leur projet enthousiaste littéralement la voyageuse, dès lors résout à implanter à Montréal un modèle inspiré des nouveaux *settlements* londoniens.

Le projet prend forme et recueille rapidement l'adhésion de quelques-unes de ses compagnes d'études. En 1918, Marie effectuera, à cette fin, un séjour à New York pour y étudier les techniques du service social à l'Université de Columbia. Deux ans plus tard, elle établira le premier service social de langue française au Québec, celui de l'hôpital Sainte-



ARCHIVES DE L'INSTITUT NOTRE-DAME DU BON CONSEIL DE MONTRÉAL

Un brin visionnaire, Marie Gérin-Lajoie demeure persuadée qu'il faut appliquer à la situation une approche méthodique nouvelle: celle de l'enquête de terrain, seule capable d'orienter l'action sociale vers l'autonomie et la dignité des personnes.

Justine, fondé en 1907 par sa tante, Justine Lacoste-Beaubien... (quelle famille!).

### Une «résistance de velours»

Même si elle entend demeurer célibataire pour se rendre entièrement disponible à son vaste projet, Marie a d'abord en tête la voie du laïc. Mais lorsqu'avec ses compagnes, elles se présentent dans les paroisses pour y jeter les bases de leur action, les curés leur opposent une fin de non-recevoir: «*Nous vous reverrons, mesdemoiselles, lorsque vous aurez pris le petit bonnet!*» La réponse est on ne peut plus claire: au Québec, en ces années-là, le clergé et les communautés religieuses exercent un monopole exclusif sur l'action caritative et sociale.

Persuadée que son approche professionnelle de l'action sociale demeure la seule qui puisse répondre aux besoins des familles montréalaises, Marie — profondément croyante — acceptera de la faire advenir par la voie religieuse... Mais à certaines conditions d'autonomie et de liberté d'action qu'elle défendra, au cours d'une longue «résistance de velours», auprès des autorités épiscopales.

Par la suite, la fondatrice poursuivra, avec ténacité et succès, les démarches nécessaires à l'obtention de constitutions romaines qui mettront l'action sociale et son jeune institut à l'abri des tracasseries des évêques locaux.

En 1923, naîtra donc, de ces divers compromis, l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil. Avec les années, ce dernier implantera, dans les quartiers ouvriers de Montréal, puis dans des petites villes industrielles avoisinantes, les premiers Centres sociaux rêvés par la fondatrice et qui préfigurent nos CLSC actuels.

Marie, quant à elle, inaugure, dans sa maison du boulevard Saint-Joseph, la première École de service social du Québec. Lorsque l'École, dûment reconnue, devra émigrer vers les locaux de l'Université de Montréal, les autorités épiscopales prendront bien soin, cette fois, de substituer à la fondatrice, un directeur masculin et ecclésiastique, l'abbé Lucien Desmarais...

On ne peut s'empêcher, en conclusion, de rapprocher l'utopie sociale de la fille de l'utopie féministe de

la mère. Si la voie religieuse a permis à la première de poser, en 1923, les bases du service social à Montréal et de faire des membres de son institut «*des sœurs pas comme les autres*» au service des femmes et des familles défavorisées, la trajectoire de la mère s'achève, la même année, sur un douloureux échec.

Devant l'obstruction de l'épiscopat québécois d'accorder le droit de vote aux femmes, la présidente de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste décide de se rendre à Rome pour savoir en quoi les Québécoises ont démerité, aux yeux de leur Église, pour se voir refuser un droit que toutes les femmes catholiques du Canada exercent déjà.

La réponse de Rome est a priori réconfortante: aucune raison doctrinale ne peut être invoquée pour refuser le droit de vote aux Québécoises. Toutefois — *in cauda venenum* — Rome ajoute à sa réponse un paragraphe perfide: il appartiendra cependant à l'épiscopat du Québec de déterminer le moment opportun pour lever l'interdiction... La suffragette peut d'ores et déjà anticiper la réaction des évêques! Brisée, écartelée entre ses convictions et sa foi, elle se retirera définitivement de la vie militante.

Ainsi va — d'échecs en victoires — le destin souvent chaotique des femmes utopistes.

### La semaine prochaine: Antoine Labelle



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Marie Gérin-Lajoie établira le premier service social de langue française au Québec, celui de l'hôpital Sainte-Justine, fondé en 1907 par sa tante, Justine Lacoste-Beaubien.

## Le libre-échange favorise-t-il le développement des pays pauvres?

SYLVIE DUGAS

Journaliste indépendante et chercheuse à l'Observatoire des Amériques et au Centre Études internationales et mondialisation de l'Université du Québec à Montréal

L'approbation par le Congrès américain de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis, l'Amérique centrale et la République dominicaine (CAFTA-DR), le 27 juillet dernier, représente une bonne occasion de se pencher sur certains mythes véhiculés à propos du libre-échange entre pays riches et pauvres.

Cet accord a été adopté à 217 voix contre 215, ce qui en fait un vote excessivement serré. Les velléités protectionnistes des producteurs américains de sucre et de textile expliquent en partie le doute de la Chambre des représentants. Mais la déception générée par les résultats de l'ALENA, dix ans après son entrée en vigueur, justifie aussi la réaction des congressistes.

Une majorité des Américains était favorable au CAFTA-DR à condition que soient implantées des mesures légales visant à assurer le respect des droits des travailleurs centraméricains et républicains, de même que des politiques d'ajustement pour les travailleurs américains affectés par la concurrence internationale. Cela n'a pas été le cas dans l'accord entériné par le Congrès.

En faisant la promotion du CAFTA-DR, le gouvernement Bush a fait valoir que cet accord garantirait la stabilité régionale, la démocratie et le développement économique, tout en freinant l'immigration. Les présidents d'Amérique centrale et de République dominicaine se sont dits convaincus que le CAFTA-DR allait générer la croissance, réduire la pauvreté, diminuer la corruption et renforcer le rôle de la société civile.

Il serait toutefois difficile que ces espoirs soient comblés dans un proche avenir, compte tenu de l'asymétrie économique entre les États-Unis et le reste des pays signataires. À cet égard, les promesses du libre-échange n'ont guère été tenues dans d'autres espaces libéralisés tels que l'ALENA et le Partenariat euro-méditerranéen. [...]

### Et le niveau de vie?

Les Centraméricains s'inquiètent des effets éventuels du dumping des produits agricoles américains subventionnés sur le secteur agricole régional, qui emploie la moitié des travailleurs de l'isthme. Les clauses sur l'investissement, les services et les achats gouvernementaux pourraient aussi mener à la privatisation des services publics et nuire à la capacité de l'État d'implanter des programmes visant le mieux-être de la population.

En éliminant les droits de douane sur la majorité (80 %) des produits de consommation et des biens industriels américains, le CAFTA-DR a certes le potentiel de stimuler les échanges commerciaux entre ses partenaires. Mais réussira-t-il à améliorer le niveau de vie des habitants de pays où le revenu per capita n'excède pas 1000 \$ par année?

D'après les décideurs centraméricains, la signature de l'accord était inévitable pour faire face à la concurrence chinoise. Mais comme dans le cadre de l'Initiative du Bassin des Caraïbes, la majorité des biens négociés viendront sans doute des maquiladoras textiles (70 %). [...] Si les maquiladoras requièrent une main-d'œuvre intensive, elles proposent toutefois de faibles rémunérations et des conditions de travail pénibles, appliquant souvent une stratégie résolument antisyndicale. En laissant aux gouvernements le soin de s'assurer du respect des normes internationales, le CAFTA-DR sanctionne le statu quo en matière de réglementation environnementale et de droits du travail.

L'heure des bilans a sonné. Les exemples de l'ALENA et du Partenariat euro-méditerranéen sont éloquents à maints points de vue. Selon une étude de la Banque mondiale, l'ALENA a eu un impact favorable sur le commerce, l'investissement étranger, les transferts technologiques et la croissance économique, mais beaucoup moins sur la réduction de la pauvreté et la création d'emplois de qualité.

La Fondation Carnegie pour la paix affirme que la création d'emplois dans les pays de l'ALENA a été minime: les emplois créés dans les manufactures exportatrices ont à peine compensé les emplois perdus en agriculture en raison des faugmentation des importations. Au Mexique, la majorité de la population a même connu une baisse de son niveau de vie depuis 1994. Les flux migratoires ne se sont pas taris en raison des salaires attractifs aux États-Unis. Sur le plan démocratique, il est vrai que le processus électoral mexicain s'est amélioré, mais la corruption perdure encore au Mexique.

Il faut rappeler également qu'en Amérique centrale, la CIA a contribué à plusieurs reprises à la violation des droits de la personne (coups d'État au Guatemala en 1954 et au Salvador en 1979, financement des Contras). Accusé de financer les promoteurs du libre-échange dans cette région, le gouvernement Bush qualifie maintenant les opposants au CAFTA-DR d'antidémocrates et de communistes.

Le bilan de l'Accord de Barcelone, conclu en 1995 entre l'Union européenne et une douzaine de pays du bassin méditerranéen, n'est pas plus reluisant. Cet accord Nord-Sud de même nature que l'ALENA a libéralisé les biens industriels et les services, excluant les produits agricoles. [...] Au terme de 10 ans de libre-échange, les pays méditerranéens se situent toujours en dessous de la moyenne des pays à revenu intermédiaire et leur écart face aux pays membres de l'Europe des 15 s'est creusé davantage. Le chômage y a augmenté et l'immigration s'est poursuivie.

Pour assurer le développement des pays pauvres, le modèle néolibéral promu par l'ALENA est dépassé. Il serait plus judicieux de promouvoir une véritable politique d'intégration incluant des transferts de fonds structurels, comme l'a fait l'Europe avec l'Espagne, le Portugal et la Grèce et dans une moindre mesure, avec les pays d'Europe centrale et occidentale. L'idée d'un fonds de développement à l'ALENA fait d'ailleurs progressivement son chemin. [...]

### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communisme) Isabelle Paré (santé), Louise-Madeleine Roux-Soucy (surveillance); Pauline Gravel (sciences); Guillaume Bourgault-Côté (surveillance); Michel Garneau (caricatures); Diane Precourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs), Renée Leo Guimont et Serge Paquin (relucteurs surréalistes); Jacques Girard et Jacques Nadeau (photographies); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cabaret), Julie Carpentier (papiers), Paul Bennett (papiers cahiers spéciaux et culturels du week-end); Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (midway), Caroline Montpetit (dixies), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels et musique), Frédéric Doyon (surveillance); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Bony (papiers), Philippe Papineau (surveillance), Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte, François Desjardins (surveillance); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (papiers international et page idiosyncrasique), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Corneille (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutarac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Marilyne Hamelin, Alexandre Shields (communisme). La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Lapointe (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Parquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebti, Mélisande Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zematia, Olivier Zaida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Roxanne Labelle (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Lori Sénéchal-Berthiaume, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furov, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Belliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

# ACTUALITÉS

## LAFONTAINE

SUITE DE LA PAGE 1

d'espionnes irrésistiblement drôles, on ne compte plus le nombre de personnages créés par Rita Lafontaine au théâtre, au cinéma et à la télévision. Elle les incarne de façon si authentique que chacun peut s'identifier à eux.

Rien ne destinait pourtant la Trifluvienne d'origine à la scène. Adolescente, elle se voyait infirmière ou médecin, dessinait et lisait beaucoup. «Une intervention chirurgicale à la colonne vertébrale a tout changé dans mon parcours scolaire. L'orienteur chez qui on m'avait envoyée m'a dit: "Vous êtes une artiste!" Comme j'adorais lire, je fréquentais une bibliothèque pour adolescents où il y avait un club qui organisait toutes sortes d'activités.»

Un jour, les membres du club décident de monter *Antigone*, et Rita Lafontaine est chargée de concevoir les affiches. «Le directeur insistait beaucoup pour que je passe une audition. J'étais si timide que je n'ai même pas osé dire non! J'y suis donc allée et j'ai été choisie, à ma grande surprise.»

Paradoxalement, c'est donc la timidité qui l'a menée au théâtre. «Je ne m'y attendais pas du tout, mais j'ai vraiment aimé l'expérience. À ce moment-là, j'ai commencé à découvrir à quel point la scène offre des possibilités fabuleuses et que jouer est un don, un geste d'amour, de communication réciproque.»

### Le jeune Michel Tremblay

En quittant Trois-Rivières pour Montréal, Rita Lafontaine fréquente pendant un an des ateliers tenus par Paul Hébert. «J'ai adoré Paul Hébert. Mais je n'envisageais toujours pas de mener une carrière professionnelle. J'étais secrétaire à l'Université de Montréal quand, un jour de 1964, je trouve une petite annonce dans le journal étudiant: une troupe de théâtre se formait à l'université, et Paul Buissonneau allait y monter *La Farce des ténébreux*, de Ghelderode. Je m'y suis inscrite; on m'avait remboursée, car je jouais un personnage obèse.»

Un adolescent assiste à l'une des deux représentations données par la troupe dirigée par Buissonneau. Il est fou de théâtre, il a 17 ans et il s'appelle André Brassard. «Peu de temps après, je reçois un message: un jeune metteur en scène veut me rencontrer; il me donne rendez-vous», raconte Rita Lafontaine. «Il cherchait une actrice corpulente pour jouer *Poncia* dans *La Maison de Bernarda*. Il avait cru que j'étais vraiment obèse! Me voyant mince, il m'a plutôt proposé un autre personnage. On ne s'est plus quittés depuis. Je n'ai jamais rien attendu de lui, il m'a tout donné.»

Quelques mois plus tard, Brassard lui présente un jeune auteur de ses amis, Michel Tremblay. Elle conserve un souvenir précis de cette rencontre au restaurant Select, coin Sainte-Catherine et Saint-Denis. «Tremblay ne me quittait pas des yeux. Il venait de gagner le Prix des jeunes auteurs de Radio-Canada avec une pièce intitulée *Le Train*. L'année suivante, en présence d'André, il m'a lu, chez moi, la première scène des *Belles-Sœurs*,

qu'il venait d'écrire. Quand Denise Filiatrault et Denise Proulx ont réussi à convaincre le Rideau Vert de créer la pièce, Brassard m'a confié le rôle de Lise Paquette.»

Rita Lafontaine éprouve une grande reconnaissance envers lui. «En 37 ans de carrière, je n'ai jamais rien demandé et j'ai toujours eu du travail. Je suis consciente d'avoir vraiment beaucoup de chance.»

Évoquant sans amertume des temps que l'on devine avoir été plus difficiles, Rita Lafontaine remarque: «Chacun subit plusieurs injustices au cours de sa vie; on essaie de les oublier ou de les sublimer. Au mieux, elles servent d'apprentissage et on s'en sert comme tremplin.»

La mise sur pied du Centre des arts Rita Lafontaine a exigé beaucoup de persévérance et de combativité. «Un an et demi de négociations pour y arriver! À Ham-Sud, la présence du centre crée un sentiment de fierté qui a grandi depuis l'an dernier. L'équipe s'est maintenant renforcée grâce à Gabriel Groulx, le conseiller financier qui nous soutient depuis le début. Je suis heureuse de sentir un intérêt croissant s'installer.»

La comédienne a la conviction qu'il est possible, voire nécessaire, de proposer du théâtre de qualité, même l'été. «J'adore jouer des comédies, mais la qualité des textes est toutefois primordiale. Les spectateurs sont beaucoup plus avertis qu'avant. Je ne vois pas pourquoi on ferait toujours la même chose; il y a de la place pour la diversité.» Ses autres objectifs: créer des emplois dans le village et offrir des ateliers d'été aux jeunes que le théâtre intéresse.

À la tête de son propre théâtre, Rita Lafontaine peut choisir ses conditions. «J'ai envie de travailler avec des gens engagés, impliqués, sérieux et capables de plaisir. Je n'aime pas les conflits. Je suis heureuse quand on peut rire, chercher et trouver ensemble dans l'enthousiasme. Avant d'entrer en scène, je ne dis pas "Merde!" aux acteurs, mais plutôt "Amusons-nous bien!" La joie, la convivialité, la gentillesse et le respect de l'autre demeurent essentiels pour moi.»

«Les années et l'expérience m'ont appris des choses importantes. Jeune, on se complait dans le trac et l'autocritique, on oublie que les spectateurs viennent nous voir par choix, dans le bonheur et la simplicité. On ne doit pas avoir peur d'eux ni de leur jugement; si on est prêt à donner, le public n'est pas un ennemi mais un partenaire, et le don est réciproque!»

**Collaboratrice du Devoir**  
Nana et les autres est à l'affiche au Centre des arts Rita Lafontaine, à Saint-Joseph-de-Ham-Sud, jusqu'au 27 août. Information et réservation: 1 866 877-1444, [www.ritalafontaine.com](http://www.ritalafontaine.com)

## Sudoku

2	4							9
6					2	4		
	1		5	2		6	8	
								5
7						2	3	
	8	3	7	6			9	
	7	6						
	4	7			8	5		
1		5						

0039

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9.

Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Info@les-mordus.com  
[www.les-mordus.com](http://www.les-mordus.com)

### Solution du dernier numéro

9	5	7	2	3	6	8	1	4
3	6	1	8	7	4	9	5	2
4	8	2	5	9	1	7	6	3
8	9	4	1	6	2	3	7	5
6	1	5	7	4	3	2	8	9
2	7	3	9	8	5	1	4	6
5	4	8	3	1	9	6	2	7
7	2	9	6	5	8	4	3	1
1	3	6	4	2	7	5	9	8

0038

## FILLION

SUITE DE LA PAGE 1

Car le producteur Jean-François Fillion tient mordicus à offrir à la fois de la programmation en direct et aussi à permettre aux lève-tard, par exemple, de pouvoir prendre les premières heures de son émission du matin et de pouvoir les télécharger sur leur baladeur numérique pour les écouter plus tard dans la journée. La diffusion en direct et la baladodiffusion sont au cœur de son projet de diffusion par le réseau Internet, un service offert en ligne dès la fin de l'hiver prochain.

Et pas question de comparer son service payant à celui de MSN Radio ou Yahoo Radio. Des services qui, selon lui, «sont des radios qui n'ont pas d'âme, qui ne ressemblent pas à de la radio traditionnelle». Fillion trouve que le paysage radiophonique payant sur Internet ressemble à de l'improvisation et que les animateurs manquent dans l'offre.

L'avantage indéniable de s'installer sur Internet pour Jean-François Fillion, c'est l'absence du CRTC. L'organisme a décidé de ne pas réglementer le contenu qui s'y trouve. Résultat, l'animateur n'aura pas le glaive des autorités fédérales sous la gorge. Cependant, il ne pourra pas nécessairement errer dans un flou juridique, puisque toutes les lois canadiennes et québécoises, notamment dans le domaine de la diffamation et de l'atteinte à la réputation d'autrui, ont également force de loi dans le cybermonde canadien.

À ce propos, Jean-François Fillion se prépare à voir se brancher une ribambelle d'avocats à l'écoute de ses propos. L'animateur raconte qu'à l'époque où il animait encore son émission sur les ondes de CHOI à Québec, tous les matins, il voyait se brancher sur le serveur Internet de la station, huit auditeurs en provenance du ministère du Patrimoine canadien.

Cette migration vers Internet pour retrouver le microphone n'est pas sans rappeler l'expérience d'un ex-animateur français de la chaîne Skyrock. Remercié de l'antenne par son employeur en 1997, l'animateur connu sous son prénom Maurice avait décidé de trouver sa voie sur Internet. Contrairement à Jean-François Fillion, «la terreur des ondes» française avait alors misé sur la sympathie de ses fidèles et, sans hésitation, Maurice avait demandé à ses auditeurs de mettre la main à leur poche. Chèque, carte de crédit et virement bancaire, tout était accepté. Résultat, le site [Mauriceradiolibre.com](http://Mauriceradiolibre.com) est toujours en ligne et offre, encore aujourd'hui, des émissions de l'animateur. Cette présence sur le Web a permis à l'animateur de conserver la fidélité de ses légions et, même, de faciliter progressivement le retour de l'animateur sur plus de 120 stations de radio indépendantes de France et de Belgique avec le modèle économique de la souscription (syndication).

Mais, parallèlement à son service Internet, Jean-François Fillion souhaite toujours trouver sa place dans la nouvelle offre de radio par satellite au Canada. L'animateur et producteur, qui est abonné aux deux services Sirius et XM Satellites, explique aujourd'hui que, bien qu'il ait déjà eu des discussions avec les représentants des consortiums canadiens qui représentent les services au Canada, rien n'est arrêté pour le moment. «Il faut que je sois assez patient pour voir qui est le vrai patron, et on ira voir les vrais patrons. Moi j'ai parlé à des gens des deux clans et, plus le temps avance, plus je me rends compte que, les vrais patrons, j'ai l'impression qu'il va falloir franchir la frontière pour leur parler», précise Jean-François Fillion.

Cependant, contrairement à sa présence sur Internet, sa décision de prendre le microphone sur une chaîne offerte par satellite au Canada pourrait causer des tracas à son diffuseur. En effet, contrairement à son pendant aux États-Unis, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes a décidé de réglementer le contenu des services de radio par satellite au pays. L'animateur de la Vieille Capitale ne pourra donc pas bénéficier du même privilège de liberté d'expression que son collègue Howard Stern, qui a accepté d'animer les matins du réseau satellitaire Sirius pour la rondelette somme d'un demi-milliard de dollars américains.

Pour les lecteurs qui désirent en savoir plus sur les intentions «numériques» de Jean-François Fillion, l'intégrale de l'entrevue avec l'animateur et producteur est disponible pour écoute au site du carnet Techno ([www.radio-canada.ca/techno](http://www.radio-canada.ca/techno)).

Collaborateur du Devoir

## LAYTON

SUITE DE LA PAGE 1

cesse d'aider les libéraux à garder la tête hors de l'eau. «Ça revient comme c'était avant l'accord sur le budget, explique Jack Layton. Ce sera du cas par cas, il n'y a plus d'alliance.»

La situation est donc encore plus imprévisible qu'au printemps dernier, alors que l'appui des 19 députés du NPD assurait au moins au gouvernement un vote serré aux Communes sur les différentes lois ou lors des votes de confiance. Il suffisait alors que deux des quatre députés indépendants — ils sont trois maintenant depuis la mort cet été de Chuck Cadman — votent avec eux pour faire passer le tout sans problème. Ce ne sera plus le cas.

De plus, Jack Layton n'écarter pas l'idée de rallier le Bloc québécois et le Parti conservateur s'il faut défaire le gouvernement libéral dès cet automne. «C'est possible, on verra, je n'écarter rien, a-t-il dit. Mais il faut regarder ce que les libéraux feront avant de penser à précipiter des élections.» Le NPD ne ferme donc pas complètement la porte à Stephen Harper, qui affirmait lors d'une grande entrevue accordée au *Devoir* et publiée samedi, qu'il avait absolument besoin d'une «bonne raison» et de «l'appui du NPD» pour précipiter la chute du gouvernement Martin. «S'il y a un vote de confiance, nous devons le gagner», soutenu le chef conservateur. On ne veut plus d'autres votes serrés. Nous avons donc besoin d'une bonne raison et de l'appui du NPD.»

Jack Layton, qui trouve ironique que les conservateurs cherchent maintenant son appui après l'avoir accusé de «coucher avec un parti corrompu», estime toutefois qu'il est primordial d'attendre le premier rapport du juge Gomery, le 1<sup>er</sup> novembre, avant de même songer à renverser les libéraux. Sur ce point, le chef du NPD est donc d'accord avec Stephen Harper, qui affirmait que la guerre de procédures et les tentatives répétées de faire couler le gouvernement étaient choses du passé.

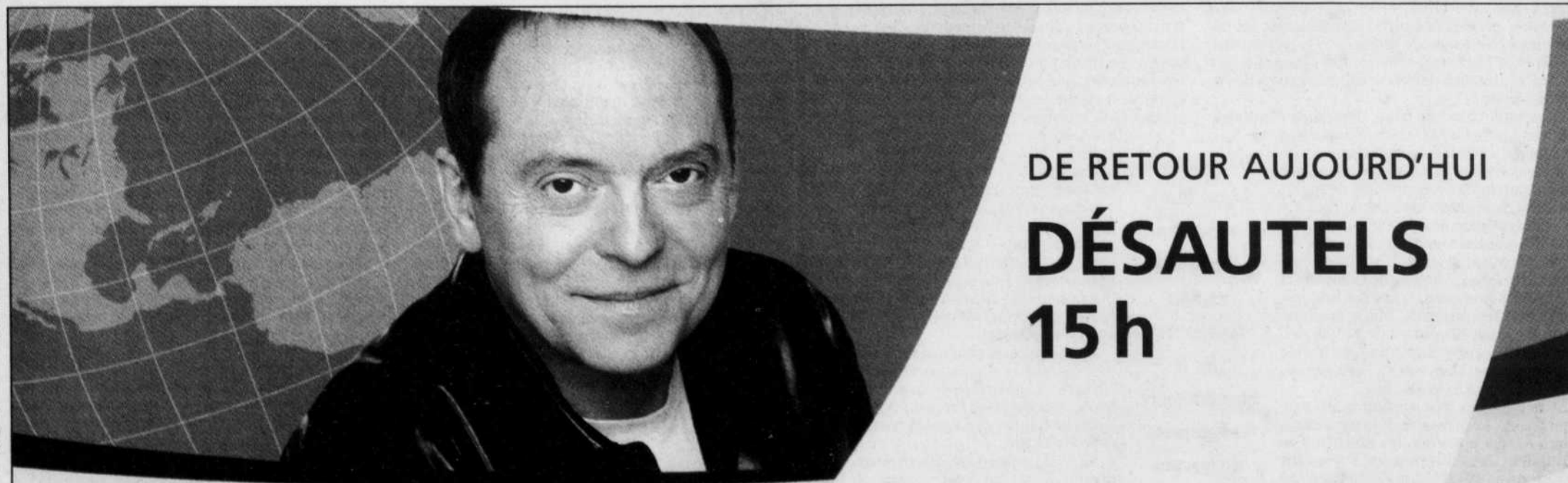
Par contre, le NPD annonce déjà ses couleurs en ce qui a trait à un possible mini-budget ou à une nouvelle politique économique du gouvernement cet automne: l'appui de Jack Layton est loin d'être acquis. «Un mini-budget n'est pas nécessaire, tranche le chef du NPD. Je n'en ai pas discuté avec le premier ministre, et ça reste une question hypothétique, mais nous ne sommes pas chauds du tout à cette idée.»

Une position qui rend la tâche des libéraux d'autant plus difficile que le chef conservateur, Stephen Harper, a affirmé au *Devoir* que le gouvernement devrait se passer également de son appui s'il décidait de présenter un mini-budget ou une politique économique. «Le gouvernement ne m'a pas approché pour un mini-budget, a dit M. Harper. Évidemment, avec notre position sur la corruption, c'est très difficile d'appuyer ce gouvernement et je pense que c'est la même chose pour le Bloc québécois. Le gouvernement devra donc approcher le NPD. Mais on va voir, ça reste une rumeur pour l'instant.»

Est-ce que le NPD pourrait faire volte-face et revenir aider les libéraux pendant la session? Jack Layton soutient que c'est encore possible. Tout dépendra de la façon dont l'automne se déroulera et, surtout, de ce que les libéraux pourraient mettre sur la table pour garder l'appui du NPD jusqu'au déclenchement des élections. Rappelons que l'entente sur le budget avec le NPD avait coûté 4,6 milliards de dollars au gouvernement. «On fait une tournée au pays juste pour voir la priorité des gens. On va en parler lors de notre caucus au début du mois de septembre et déterminer nos priorités. On va évaluer la situation et voir ce que les libéraux et les autres partis pensent de nos priorités», soutient Jack Layton.

Les libéraux, qui donnent le coup d'envoi à la saison politique cette semaine avec un caucus de trois jours à Regina, devront donc procéder avec grande prudence à la Chambre des communes si le NPD demeure sur sa position de ne plus les appuyer. Actuellement, il y a 133 députés du PLC aux Communes, mais le président de la Chambre, Peter Milliken, ne peut voter qu'en cas d'égalité. Les conservateurs ont 98 élus, le Bloc 54 et le NPD 19. Trois indépendants sont présents et tous les trois sont d'anciens libéraux. Le siège de Chuck Cadman, qui a permis au gouvernement de survivre le 19 mai dernier, est vacant depuis son décès.

Le Devoir



DE RETOUR AUJOURD'HUI  
**DÉSAUTELS**  
15 h

**Écoutez**  
pour voir.

**95,1** FM  
PREMIÈRE CHAÎNE

[www.radio-canada.ca/desautels](http://www.radio-canada.ca/desautels)

Réalisation: Ginette Viens